C.I.R.A.

B. LAVILLIERS ET RADIO-LIBERTAIRE À L'OLYMPIA, LE 30 JUIN 1983 (voir P. 11)

T2137-493-8,00 F

ISSN 0026-9433

hebdo le monde libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N° 493 JEUDI 23 JUIN 1983 8,00 F

RESTRUCTURATION CAPITALISTE = CHÔMAGE

FÊTE ANARCHISTE A AMIENS

Les 25 et 26 juin aura lieu la fête annuelle du groupe anarchiste d'Amiens (FA). Pendant ces deux journées, se succéderont musique, films, théâtre, animation. Comme les précédentes, cette fête se déroulera en plein air dans le parc du château de Montières. Tous ceux qui sont intéressés pour y participer peuvent nous contacter.

Boîte postale n° 7, 80330 Longueau. Le programme complet paraîtra ultérieurement.

Le groupe du 11e arrondissement de Paris de la Fédération anarchiste réédite ces deux autocollants en soutien à Radio-Libertaire. Prix : 1 F l'unité, 20 F les cinquante.

ATTENTION

- Ouverture de la librairie du Monde libertaire :
- en juillet : de 10 h 30 à 19 h ;
- en août : de 14 h à 19 h.
- Numéro d'été du *Monde libertaire* le 7 juillet. Arrêt de parution jusqu'au 15 septembre.

« Volonté anarchiste » n° 22 est paru

Le groupe Fresnes-Antony de la FA vient d'éditer le numéro 22 de sa collection de brochures *Volonté anarchiste* : *Le Mouvement mutualiste*.

Dans cette brochure, notre compagnon André Devriendt, secrétaire de la Mutuelle de la presse et du livre, nous donne un aperçu des différentes institutions que se sont donnés les hommes pour s'entraider.

Vous pouvez vous abonner à *Volonté anarchiste* en écrivant à : groupe Fresnes-Antony, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony. Abonnement pour huit numéros : 110 F ; abonnement de soutien : 180 F. Adresser les chèques au nom de : ASH, CCP 21 600 42 C Paris.

Dernier livre paru aux éditions du Monde libertaire. En vente à la librairie du Monde libertaire : 60 F.

COMMUNIQUÉS

- Toute personne intéressée par les idées libertaires dans la région de Sète (Hérault) peuvent contacter la liaison FA à sa table de presse tous les dimanches matin, au marché aux puces de Sète ou à l'adresse suivante : CES, BP 51, 34201 Sète cedex.

- Le groupe de Houilles/Sartrouville reprend ses activités. Une vente du *Monde libertaire* est désormais assurée chaque samedi sur le marché de Houilles, de 10 h 30 à 12 h, et chaque dimanche sur le marché de Sartrouville de 10 h 30 à 12 h. Principales activités en ce moment : défense de Radio-Libertaire et lutte contre l'accord Hernu/Savary.

- Une liaison est en formation à Corbeil-Essonnes. Pour tout contact, écrire aux RI ou venir aux prochaines permanences de la liaison qui se tiendront les samedis 25 juin et 2 juillet, de 15 h à 16 h, au 6, rue du Barillet, à Corbeil.

- Les libertaires habitant Rambouillet et souhaitant renforcer la présence libertaire sur cette région sont invités à prendre contact avec les RI qui transmettront au groupe en formation.

- Un nouveau groupe de la FA vient de se créer sur le 15e arrondissement de Paris. Pour tout contact, s'adresser aux RI.

La rue « Spécial Marx », revue du groupe Louise-Michel, vient de paraître : 35 F.

Au sommaire :
- *Karl Marx, le ténia du socialisme*, par Maurice Joyeux ;
- *Le jeune Marx et les canards boîteux*, par Jean Barrué ;
- *Marx et la social-démocratie*, par Daniel Guérin ;
- *Marx : militant révolutionnaire*, par Michel Florentin ;
- *La question économique*, par Eric Vilain ;
- *Marx était bien marxiste*, par Michel Ragon ;
- *L'être profond et la mystification marxiste*, par Jean-Marc Raynaud ;
- *Le guesdisme contre la CGT*, par Alain Sauvage ;
- *Le léninisme et ses avatars*, par le Groupe Pierre Besnard ;
- *Rosa Luxemburg : luxemburgisme ou marxiste ?*, par le Groupe Malatesta ;
- *L'illusion marxiste*, par Serge Livrozet ;
- *Quand les « Cahiers du cinéma » faisaient de la politique*, par Mato-Topé.

Rédaction-Administration
145, rue Amelot Paris 11e
Directeur de publication
Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, Paris 20e
Dépôt légal 44 149 - 1er trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

TOULON

Le groupe région toulonnaise (83) organise une fête le samedi 2 juillet, sur le terrain de l'université de Toulon (Lagarde). Au programme : les groupes Marge, Urban Blues, Pater D 3, du jazz, du théâtre (troupe « Les Flamands »), du jazz, Lionel Salmon, Patrick Fischann, Pierre Méric, S-KVN, 122e sous-sol, etc.

Stands, expos, buffet, etc. Participation : 30 F.

ORSAY

Le groupe E. Pouget (vallée de Chevreuse) organise une réunion d'information sur le protocole d'accord Hernu/Savary, le 25 juin 83, à 20 h 30, salle de la MJC d'Orsay, av. Saint-Laurent, 91 Orsay.

Permanence des Relations intérieures : le samedi, de 14 h 30 à 18 h, au 145, rue Amelot, Paris-11e (mo République), tél. : 805.34.08.

Liste des groupes et liaisons de la FA

PROVINCE

AISNE : ANIZY-LE-CHÂTEAU
ALLIER : MOULIN
ARDÈCHE : AUBENAS
B.-D.-R. : MARSEILLE – BOUC-BEL-AIR
CALVADOS : CAEN
CHARENTES-MARITIMES : MARENNES – ROCHEFORT
CÔTE D'OR : DIJON
DOUBS : BESANÇON
FINISTÈRE : BREST – QUIMPER
GARD : GROUPE DU GARD
GIRONDE : BORDEAUX
HAUTE GARONNE : TOULOUSE NORD – TOULOUSE SUD
HAUTE-SAÔNE : GRAY
HÉRAULT : BÉZIERS
ILE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
LOIRE : SAINT-ÉTIENNE
LOT-ET-GARONNE : AGEN
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MANCHE : CHERBOURG
MARNE : REIMS
MORBIHAN : LORIENT
MOSELLE : METZ
NORD : LILLE
OISE : BEAUVAIS – CREIL – PONT-SAINTE-MAXENCE
ORNE : FLERS – LA FERTÉ-MACÉ
RHÔNE : LYON
SARTHE : LE MANS
SEINE-MARITIME : LE HAVRE – ROUEN
SOMME : AMIENS
VAR : GROUPE RÉGION TOULONNAISE
HAUTE-VIENNE : LIMOGES
YONNE : AUXERRE

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 12 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1er, 3e, 4e, 5e, 9e, 10e, 11e, 13e, 14e, 15e, 18e, 19e, 20e.

BANLIEUE SUD
– FRESNES-ANTONY
– ORSAY
– VILLEJUIF, VITRY
– MELUN

BANLIEUE EST
– GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
– MONTREUIL, ROSNY
– BOBIGNY, DRANCY

BANLIEUE OUEST
– HOUILLES-SARTROUVILLE
– VERSAILLES

BANLIEUE NORD
– VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
– ARGENTEUIL, COLOMBES
– SEVRAN, BONDY
– EPINAY-SUR-SEINE

LIAISONS PROFESSIONELLES

– LIAISON DES POSTIERS
– CERCLE INTER-BANQUES
– LIAISON ORTF
– LIAISON DES CHEMINOTS

LIAISONS

NORD : Noyon, Valenciennes, Stella-plage.
EST : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Doubs, Haute-Saône, Belfort-Montbéliard.
ILE-DE-FRANCE : Maule, Brunoy, Mantes-la-Ville, Corbeil-Essonnes.
OUEST : Bégard, Routot, Laval, Poitiers, Saintes, Chatellerault, Angoulême, Côtes-du-Nord.
CENTRE : Blois, Vierzon, Le Puy, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand, Nord Haute-Loire.
SUD, SUD-OUEST : Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Beaucaire, Sainte-Affrique, Sète, Canne-La-Bocca, Lot.
RHÔNE-ALPES : Chambéry, Bourgoin-Jallieu, Grenoble.
CORSE : Ajaccio.
GUADELOUPE : Gourbeyre.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris
Tél. 805-34-08

TARIF

	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F

Réglement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 145, rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom ..... Prenom .....
N ..... Rue .....
Code postal ..... Ville .....
a partir du N ..... (inclus). Pays .....
○ Abonnement ○ Réabonnement ○ Abonnement de soutien
Règlement (à joindre au bulletin)
○ Chèque postal ○ Chèque banquaire ○ Mandat-lettre
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre-poste.

en bref...en bref...

• Depuis le 22 avril 83, un comité « anti-symbiose » agit à Saint-Etienne et sa région. Ce comité regroupe treize associations : ALP, Ecole émancipée, groupe local de la Fédération anarchiste, JEC, LCR, JSU, Libre Pensée, MAN, MDPL, Objection en monde rural, PSU, Syndicat enseignement-privé de la Loire CFDT, et l'Union des anarchistes.
Le jeudi 23 juin 83, sont prévus à la Bourse du travail de Saint-Etienne des tables de presse de chaque organisation, une conférence de presse, une banderole « Pas d'armée à l'école », débat et centralisation des pétitions.
Pour tout contact : Comité anti-symbiose, c/o Libre-Pensée, salle 15 bis, Bourse du travail, 2, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

• Depuis 1981, le Comité de défense de l'environnement du canton de Saint-Père en Retz lutte contre l'implantation d'une centrale nucléaire sur le site du Carnet. Celui-ci comprend de nombreux terrains à caractère agricole. Ces terrains seront mis à votre disposition pour du « camping à la ferme », dans un but d'information, de communication et de détente. Différentes activités vous seront proposées et les initiatives de chacun seront les bienvenues. Pour tout contact, téléphonez au : 16 (40) 27-57-47.

• Amnesty international a rendu public son appel adressé au gouvernemenr irlandais pour que celui-ci intervienne dans l'affaire de Eamon « Nicky » Kelly qui purge une peine de douze ans de prison. Amnesty a de « sérieux doutes » au sujet du procès. Kelly a été condamné en 1978 pour attaque à main armée. La déclaration de sa culpabilité étant fondée sur ses aveux. Au cours de son procès, il a affirmé que ces aveux lui ont été extorqués par des coups.

• Six jours contre la militarisation du 4 au 10 juillet 83, c'est sur ce thème que le groupe antimilitariste du Tarn organisera un camping au Château de la Verrerie, 81400 Carmaux. Le but de ces rencontres est de permettre une confrontation des divers groupes et individus, de faire le bilan objectif des luttes antimilitaristes en France, ainsi que l'analyse du nouveau statut d'objecteur.
Au programme : militarisation de la société : projet de loi d'orientation militaire, économie et militaire, sciences et armée, ordonnances de 59, informatique et fichage... ; les luttes antimilitaristes : renvois de livrets, objection dans la réserve, femmes et armée, conscription, refus de l'impôt, lutte contre le nucléaire civil et militaire, les luttes antimilitaristes internationales ; ateliers radio, théâtre, sérigraphie... : documents audiovisuels, conférence sur l'armement nucléaire ; fête antimilitariste le week-end du 9 au 10 juillet.
Pour tout contact : COT, BP 220, 81002 Albi Cedex.
Permanence téléphonique tous les mercredis, de 15 h à 19 h, au 16 (63) 38.39.55.

• La ville de Paris dispose actuellement de 165 000 logements vides, alors que la situation du logement se dégrade de plus en plus.
Un collectif s'est créé sur le 19e arrondissement pour tenter d'exiger de Chirac et du gouvernement la réquisition de ces appartements libres (loi L 641 du Code de la construction et de l'habitation). Quand on connaît la spéculation actuelle (notamment des amis de Chirac), voilà qui est intéressant.
Pour tout contact : Permanence logement, 38, rue de l'Ourcq, Paris-19e, tél. : 203.70.34 (tous les jeudis de 18 h à 20 h).

en bref...en bref...

• L'été dernier, cinq pêcheurs de la réserve de Tobique (Canada) étaient arrêtés par la police fédérale qui confisqua filets de pêche et bateaux.
Cette réserve compte environ sept cents personnes dont les principaux revenus sont les allocations de l'aide sociale. Les Maliseets augmentent ces maigres revenus avec la pêche, surtout celle du saumon, la chasse et la récolte de plantes et fruits sauvages.
Face à la répression, le Comité de pêcheurs de la nation Maliseet organise à Tobique une conférence internationale sur les droits de pêche et de chasse des peuples indiens d'Amérique du Nord, du 1er au 5 juillet 83.

• Un nouveau journal ? Le numéro zéro est sorti, sans titre. Confectionné par des lycéens, étudiants et des jeunes travailleurs et chômeurs, il se veut ouvert à tous, indépendant de tout parti et idéologie. Il veut rendre compte des initiatives qui se font avec des groupes de jeunes. Disponible contre 6 francs en timbres, en écrivant à : Rudy Laine, 33, rue Denis-Couturier, 93000 Montreuil.

• Les assises nationales du mouvement anti-nucléaire se sont tenues à Paris, les 11 et 12 juin 83. Organisées par la Coordination nationale anti-nucléaire (CAN), elles avaient pour objectif :
- l'analyse de la situation économique et du programme nucléaire ;
- l'analyse de la situation du mouvement antinucléaire ;
- la définition des objectifs de lutte et des campagnes à mener ;
- la mise en place d'une nouvelle structuration et le lancement d'un nouveau journal.
L'ensemble des participants a décidé d'appuyer la campagne de la revue *L'Impatient* pour un libre accès aux dossiers médicaux et d'appeler tous les antinucléaires à se rendre au rassemblement de la Hague, les 28, 29, 30 et 31 juillet 83.

Sommaire

PAGE 3
En bref
Editorial
A la petite semaine
Fête aux Abbesses
PAGE 4
CFDT : pas de vacances...
Talbot
Chômage : finies les illusions
PAGE 5
PSU : le « godillot » nouveau...
Pour la paix, armons-nous
Un éditeur face à Hernu/Savary
PAGE 6 et 7
Plages invite Radio-Libertaire
PAGE 8
Goulags : insurrections
PAGE 9
Que se passe-t-il à l'OLP
Informations internationales
PAGE 10
Détruire et construire
Notes de lecture
PAGE 11
Invités de R.-L.
Gala de R.-L.
PAGE 12
Expression des travailleurs
Les derniers mineurs de la Loire

Abonnez vous !

La fête aux Abbesses

COMME chaque année, le groupe libertaire Louise-Michel a organisé sa fête annuelle dans le square Jehan Rictus, place des Abbesses, dans le 18e arrondissement de Paris. Plus d'un millier de personnes — touristes curieux, habitants du quartier, sympathisants — se sont promenés dans les allées du square.

Fête réussie, donc, puisqu'elle a su regrouper au cours de quelques heures une population sympathisante ou tout simplement curieuse.

Les associations culturelles, humanitaires ou les radios libres présentes ont tenu des stands et ont pu présenter leurs travaux à l'assistance : le théâtre Constance, l'UFC 18e, la Ligue des droits de l'homme, le Comité Nicaragua, *Le Livre pour la paix*, *La Rue*, *Bancalement vôtre*, Radio-Libertaire, Fréquence-Montmartre, le comité Hernu-Savary, le comité Logement de La Chapelle-Goutte d'Or. Des chansons, des pièces de théâtre, des expositions...

De la musique avec Denis, chanteur des rues, que vous pouvez écouter chaque soir place du Tertre, les Bigorneaux, groupe folk qui a clôturé le spectacle par un bal, Ralph, auteur-compositeur, qui animera également le 26 juin, à Langueau, une fête libertaire, Pierre Liard et Vania Adrien Sens ont également participé au spectacle.

Le groupe libertaire Louise-Michel, ainsi que les associations présentes, ont animé des forums portant sur la vie du quartier : les projets de réhabilitation de la Goutte d'Or, qui jetteront sur le pavé plus de 1 500 personnes, car Chirac désire ramener le taux de la population migrante de l'arrondissement au taux parisien ; la construction d'un commissariat ; les contrôles policiers ; les regroupements de locataires et d'habitants pour s'opposer collectivement à ces menées racistes. Tous les problèmes de vie quotidienne ou sociale touchant le quartier ont été abordés.

Nous ne pouvons souhaiter qu'une chose, c'est que cette fête ait lieu de nouveau l'an prochain et que l'ensemble des groupes de quartier de la Fédération anarchiste puissent en organiser de similaires. Ces fêtes ouvertes touchent un réseau de sympathisants très large et fait apparaître la Fédération anarchiste comme une force politique enracinée dans la vie sociale locale. En attendant, la vie se poursuit et le groupe Louise-Michel poursuivra ses travaux, tant sur un plan parisien que sur l'arrondissement.

Groupe Louise-Michel

Editorial

LE pape, chef d'Etat incontesté du Vatican, fait de l'agit-prop pour le syndicalisme libre dans un autre Etat, la Pologne. L'autonomie ouvrière deviendrait-elle réduite à un nom sur une croix ? Le pape est-il sincère, se demande l'homme de la rue ; veut-il vraiment que les travailleurs s'organisent dans des structures qui leur sont propres et sur la base de leurs propres intérêts ? Il semble plutôt qu'il s'agisse là d'un nouveau tour de passe-passe du scélérat pontife : pour l'Eglise polonaise, Solidarnoŝc doit contribuer à renforcer le mythe de la Pologne éternelle. Que l'organisation poursuivre sa réflexion entamée à son premier et seul congrès contrecarrerait singulièrement la valse du sabre et du goupillon...

Le Chilien Rodolfo Seguel, responsable de la Confédération des travailleurs du cuivre aurait peut-être apprécié que Jean-Paul II s'indigne du sort fait aux jeunes et aux travailleurs dans cette bonne terre sainte qu'est le Chili. Il faut croire que le pape Jean-Paul II trouve au général Pinochet des vertus chrétiennes qu'il ne trouve pas chez Jaruzelski. Peut-être aussi y aurait-il des raisons que la raison ignore, mais le Vatican ne se sortira jamais de ses contradictions idéologiques en Amérique du Sud. Car le catholicisme n'est pas une notion de classe ; le tortionnaire, le tortionné, l'exploiteur et l'exploité, tout le monde peut s'adonner à cet opium.

Pourtant, au Chili, la riposte face à Pinochet et à ses sbires est venue de la base syndicale. Les libertés élémentaires ne sont pas accordées, les ouvriers licenciés en masse, la torture institutionnalisée. Mais pour le « Saint-Père », la défense du « monde libre » passe par l'oubli de ce qui gêne. Pourquoi Jean-Paul II, lors de son voyage en Amérique du Sud, ne s'est-il pas prononcé aussi bruyamment pour les libertés syndicales en Argentine, en Uruguay, au Chili ? Non loin de l'Europe, il y a même la Turquie où, question liberté tout court, la chose n'est pas vraiment au point.

On condamne ce qui se passe dans les pays de l'Est, mais on ferme les yeux sur ce qui se passe dans les pays capitalistes, toutes tendances confondues. Ce qui est vrai et doit être dénoncé dans un pays ne l'est plus dans un autre. Singulière éthique !

Les anarchistes dénoncent l'oppression partout où elle se trouve, à l'Est comme à l'Ouest ; nous n'avons pas à choisir un camp.

En Pologne comme au Chili, le mouvement ouvrier s'organise face à l'Etat et aux dictatures militaires ; le combat de Solidarnoŝc rejoint dans sa finalité celui impulsé par les militants de la Confédération des travailleurs du cuivre. Ils sont partie intégrante du combat de la classe ouvrière, pour une autre société, et reprennent dans le quotidien la vieille devise de la Première Internationale : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » Et que leurs balles soient pour leurs propres généraux !

Vous trouverez en pages centrales le second feuillet du nouveau catalogue de la librairie du Monde libertaire. Le premier est paru dans le précédent numéro que vous pouvez vous procurer contre 8 F (timbres, chèque, mandat) à Publico, 145, rue Amelot, Paris-11e.
La fin de ce catalogue paraîtra dans le prochain *Monde libertaire* avec une notice de montage.

A LA PETITE SEMAINE

LES BRAVES GENS !

Bonne Terre... Partout (enfin, presque) y retentit le cri de Paix ! Si, si. (On en oublierait, du reste, que la colombe, joli symbole à la scène, est à la vie l'un des oiseaux les plus cruels qui soient !) Au Chili même, le syndicat des camionneurs et la bourgeoisie, qui ont mis en place Pinochet, sont aussi maintenant de ceux qui veulent se débarrasser de l'ordure militaire. Pour un retour à une paix démocrate, bien sûr. En Pologne, la crevure ensoutanée est venue lécher les plaies du peuple polonais en bêlant Pêêêê... pour le mieux châtrer. Chez nous, ma foi, un gros cœur a été très affiché, appelant à fêter... la Paix. Il est rouge, bien sûr, et c'est bien normal pour un cœur, n'en déplaise aux détracteurs qui l'accusent d'être à gauche (!) et branché place du Colonel-Fabien. Il ne manque au tableau que nos pigeons de l'extrême gauche pour se gonfler, comme naguère, de « Paix au Vietnam ». Chiche !

HARO

FINIES LES ILLUSIONS !

L'ETAT de grâce, c'est terminé, voici les tas de crasse : à la fin mai 1983, le chômage est supérieur de 1,5% à ce qu'il était en mai 1982*. Les offres d'emploi, le mois dernier, ont baissé de 8,7%* par rapport à avril 83. Le nombre de licenciements économiques* a été supérieur, 12,3% par rapport à avril 83 et 16,3%* comparé à mai 82. L'INSEE et le ministère de l'Economie prévoient 2 200 000 chômeurs à la fin de l'année, 2 400 000 fin 1984. Les travaux préparatoires du IXe plan envisagent sérieusement que la France atteigne les trois millions avant la fin de la décennie.

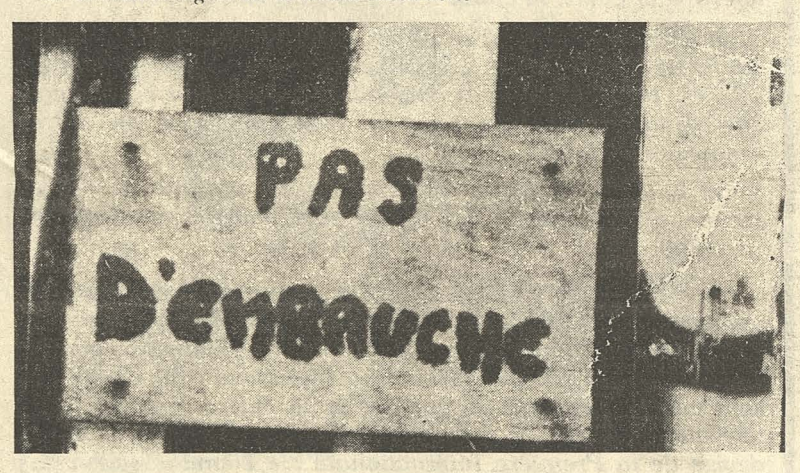
La CGT estime que 100 000 emplois industriels sont directement menacés, et que 300 000 autres attendent leur tour pour passer à la trappe. Alors que la croissance économique sera nulle en 1983 (et à peine supérieure en 1984, d'après les prévisions), l'arrivée de nombreux jeunes nécessiterait la création de 240 000 emplois nouveaux. La tactique gouvernementale de l'autruche, qui consistait à transformer les jeunes chômeurs en stagiaires-bidons et autres bénéficiaires de formation professionnelle n'a pas résisté plus de deux ans à la réalité de la crise capitaliste.

Dans la sidérurgie, 25 000 emplois vont disparaître d'ici à 1985. Dans le charbon, on prévoit 30 000 suppressions. Le Nord-Pas-de-Calais, avec son taux de chômage de 13,2%, va perdre près de 16 000 emplois et devenir le champion des régions de France, avec la côte d'Azur. La Basse-Normandie (13,3% de chômeurs) va perdre plus de 6 000 emplois, la Haute-Normandie (12,9%) plus de 8 000. A titre de comparaison, la région parisienne, avec 7,6% et 9 000 suppressions prévues, fait figure de privilégiée. La SNCF à Paris, c'est 1 500 emplois en moins. L'Etat montre l'exemple et il est bien suivi. Les socialistes ont bien joué avec le pouvoir ! Rien ne va plus.

A sa dernière causerie télévisée, Mitterrand déclarait que la France était le pays industrialisé qui avait « le mieux réussi à contenir le chômage ». La prochaine fois, il devra se vanter d'autre chose. On peut lui faire confiance, il trouvera, il a de l'imagination...

Emile Jacob

** En données corrigées des variations saisonnières.*



C.F.D.T. : PAS DE VACANCES POUR L'OPPOSITION

L'OPPOSITION interne à la CFDT vient de franchir une nouvelle étape. On se souvient de la constitution du « forum » à l'occasion du congrès confédéral de Metz de 1982. Il est apparu rapidement que les trotskistes de la LCR avaient fait main basse sur cette opposition, alors que des militants libertaires s'étaient trouvés à l'initiative. Lorsqu'en décembre dernier, lors d'une réunion des syndicats oppositionnels, certains avaient proposé d'appeler à manifester contre les assises du CNPF à Villepinte, beaucoup de syndicats n'avaient pas apprécié de se trouver placés derrière la bannière de la LCR qui appelait à manifester au même endroit et s'étaient donc retirés du forum qui se trouvait ainsi réduit à quelques trente-cinq syndicats.

Une nouvelle forme d'opposition est apparue depuis à partir de la FGSL (Fédération générale Services-Livre) qui refusait les décisions autoritaires de la confédération (voir ML du 5 mai). Partie d'un refus des pratiques anti-démocratiques en vigueur à la CFDT, cette opposition a cherché à s'approfondir et à s'élargir aux syndicats du forum. Cela permettait de donner à cette opposition un aspect très diversifié, les opposants de la FGSL ne pouvant être suspectés de trotskisme. Et puis surtout, l'entrée en force des syndicats FGSL (commerce, hôtellerie, livre-papier, carton) et de certains syndicats comme Renault-Flins permettait de redonner à l'opposition le caractère « ouvrier » qui lui manquait jusqu'à présent, car il est certain qu'elle restait surtout composée de syndicats du secteur public.

Il ne faudrait pourtant pas croire que les militants de la LCR se soient trouvés si facilement minorisés. Après avoir dû rester en spectateur devant les différentes initiatives des opposants de la FGSL (manifestation du 1er Mai à Paris, tribune libre dans *Le Monde* du 11 juin), ils sont en partie parvenus à imposer leur point de vue à l'assemblée des syndicats oppositionnels qui a eu lieu à Paris le samedi 11 juin. Près de deux cents militants CFDT ont participé à cette réunion ; ils représentaient 83 syndicats issus de treize régions et de douze fédérations, ce qui tend à prouver que l'opposition se diversifie.

Après s'être longtemps contenté de débattre, l'opposition a décidé d'aller plus loin en portant ces débats sur la place publique par le lancement d'une revue pour la rentrée. Quant au comité de coordination chargé de maintenir le contact et de faire circuler d'éventuelles informations, son rôle va en fait se réduire à prendre contact avec les oppositionnels qui ne se sont pas déplacés le 11 juin (ils étaient 135 à Metz, et il y en a bien d'autres !) et à préparer la prochaine assemblée qui se tiendra le 26 octobre à la Bourse du travail de Paris. C'est là que se décidera l'avenir de la revue dont le numéro 0 doit sortir pendant l'été.

Cette nouvelle opposition, qui place au premier rang de ses préoccupations l'indépendance de l'organisation syndicale, laisse entrevoir de réelles possibilités pour l'expression des thèses anarcho-syndicalistes. Il reste à faire en sorte que les tentatives de récupération politicienne échouent, et il n'y a pour cela pas d'autre solution que d'y participer. Certains militants libertaires ont pour l'instant renoncé à s'y joindre, craignant de rouler pour les autres, comme cela s'est passé pour le « forum ».

Ce qu'il faut éviter, c'est que la future « revue d'alternative à l'orientation confédérale CFDT » apparaisse comme le porte-parole officiel de l'opposition, alors qu'elle n'en regroupe qu'une partie. Elle ne devra pas non plus être le lieu privilégié de propagande de quelques militants plus politiques que syndicaux, mais le lieu d'expression des structures syndicales qui participent à la coordination « pour une autre démarche syndicale ».

Cette appellation est pourtant suffisamment claire. Les militants anarcho-syndicalistes ne doivent pas laisser capoter cette expérience d'opposition véritable qui rejette la bureaucratie syndicale et ses liens avec les appareils politiques. Ce qui lui manque, c'est l'affirmation de propositions alternatives claires et crédibles, et c'est tout l'enjeu des débats qui vont s'entamer.

Groupe Lepetit

Talbot : les suppressions d'emplois continuent

• Rappel : janvier 79 :
- Rachat de Chrysler Europe par Peugeot ;
- Talbot (ex-Chrysler France) : 27 999 salariés, production : 2 000 véhicules par jour.

• Années 79, 80, 81 :
Ces trois années-là, les augmentations salariales furent très nettement inférieures à l'augmentation du coût de la vie. Suite à l'absorption de Talbot, de nombreux avantages acquis furent perdus (retraite, congés...). Le grapillage des primes de poste, l'augmentation des cadences et la dégradation des conditions de travail étant le lot quotidien des travailleurs ; l'amélioration de la productivité s'est effectuée sans embauche, dans une usine de conception dépassée qui n'a pratiquement pas bénéficié d'un investissement depuis vingt ans.

• Année 81 :
60,5 jours de chômage technique, chiffre record ne touchant essentiellement que le personnel de fabrication.

• De janvier à fin juin 82 :
Le lancement de la « Samba » en janvier est néanmoins ponctué par douze jours de chômage technique durant les trois premiers mois.

L'événement majeur débuta le 2 juin par un débrayage, rapidement suivi d'une grève avec occupation par l'ensemble du personnel de production. Cette grève, qui allait durer cinq semaines fut l'expression la plus catégorique du « ras le bol » des ouvriers. Elle a permis aux travailleurs de recouvrer leur dignité et d'affirmer leur rejet du système répressif instauré et orchestré par la CSL (organisation patronale et fascisante, s'il en est, qui sévit également chez Citroën, et dont le berceau est l'usine Simca...).

Suite à la grève de juin, le verrou Direction/CSL a sauté, rejetant définitivement hors des ateliers l'organisation patronale et permettant ainsi le développement d'un climat plus sain chez les travailleurs.

• Après juin 82 :
La direction a essayé, mais sans succès, de réinstaurer un pouvoir de domination sur les travailleurs. Ceux-ci, commençant à s'organiser effectivement, une évolution favorable du rapport de force s'en est suivie, notamment après des conflits sectoriels qui ont obligé la direction à faire marche arrière lorsqu'elle voulait utiliser son système oppressif.

La peur et la crainte, généralisées avant les événements de juin, tendent à s'éteindre et l'on assiste de plus en plus à une prise de conscience de la couche française des travailleurs qui, même s'ils n'ont pas rejoint les immigrés dans la lutte, expriment quand même un courant de sympathie pour ceux qui ont su faire sauter l'étau CSL/direction. Cela s'est vu notamment lors des élections des délégués du personnel, en mars 83 où une partie des travailleurs français, se solidarisant avec les travailleurs immigrés, ont permis aux syndicats ouvriers (CGT-CFDT) de devenir majoritaire dans les ateliers.

Néanmoins, même si aujourd'hui le rapport de force est favorable aux travailleurs, la direction s'est sentie confortée dans ses positions par l'attitude du gouvernement (licenciements d'Aulnay et propos racistes de P. Mauroy).

• Année 83 :
Le chômage technique subi par les travailleurs de chez Talbot depuis janvier risque d'atteindre un niveau très élevé (27 jours sur les six premiers mois et l' « assurance » de sept nouveaux jours en juillet, portant le chiffre à 34 jours pour les sept premiers mois, alors que les mois les plus durs, après les vacances, sont encore à venir).

Pourtant, même si les travailleurs ont réussi à se défaire du joug de la direction, l'effectif a subi une baisse très conséquente (moins de 17 000 personnes encore en activité en mars 83), ainsi qu'une chute brutale du pouvoir d'achat (— 20% en quatre ans).

Cette politique délibérée de PSA (Peugeot Société Anonyme, regroupant Peugeot-Talbot et Citroën) a pour but une complète réorganisation-épuration de Talbot, ainsi qu'à une refonte totale du système de production par la mise en place progressive de robots.

Suite aux restructurations, des secteurs entiers de fabrication ont disparu, tels l'usinage et l'assemblage des boîtes de vitesse Talbot au bénéfice de l'usine de Valenciennes qui fabrique des boîtes de vitesse pour l'ensemble du groupe PSA à un prix nettement plus compétitif ; le même phénomène se reproduit aujourd'hui dans d'autres secteurs.

Depuis la mi-mai, la direction fait état de sur-effectifs, ce qui pourrait entraîner, à moyen terme, des suppressions d'emplois parallèlement à l'intégration complète de Talbot au sein du groupe PSA.

On peut dire d'ailleurs que PSA a joué la prudence car aucun système de montage ou d'assemblage fonctionnant sur le site de Poissy ne produit d'éléments nécessaires aux autres usines du groupe.

Il n'en reste pas moins que le problème numéro 1 chez Talbot est le chômage.

• Position des syndicats dans l'entreprise :
La CGT reste dans la ligne du PCF en présentant la continuité de l'identité Talbot comme une garantie pour l'emploi chez Talbot. Elle s'enferme dans certaines contradictions et dans la forme revendicative, en préconisant plutôt une sorte de dialogue avec la direction plutôt qu'une radicalisation des luttes.

La CFDT ne partage pas l'analyse de la CGT et refuse de s'enfermer dans la logique des lois de marché, en prenant en compte les véritables revendications des travailleurs ; néanmoins, elle éprouve quelques difficultés pour se coordonner, du fait de la jeunesse du mouvement ouvrier dans l'entreprise.

P. Namteau

P.S.U. : Le « godillot » nouveau est arrivé !

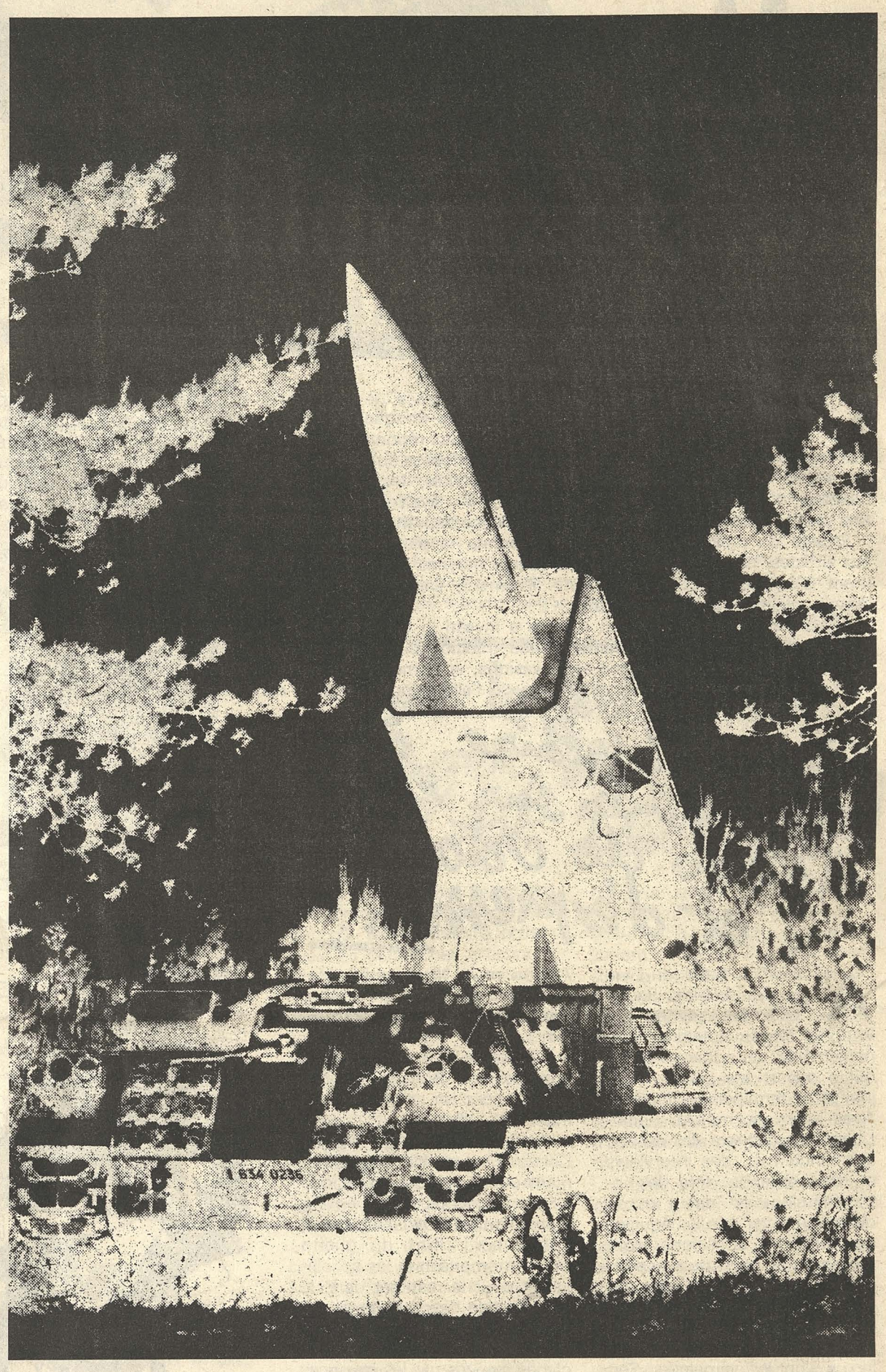
LE XIVe congrès du PSU à Vénissieux (Rhône) les 11 et 12 juin derniers, c'était bien ! Après s'être quelque peu disputé avec le secrétariat général, les deux dirigeants des principaux courants du PSU fidèles à Bouchardeau se sont mis d'accord pour partager le fromage : on a créé, pour la circonstance, un poste de « secrétaire national porte-parole adjoint » qu'on a offert à Jacques Salvator, un médecin de 34 ans, propre sur lui, militant du PSU depuis 1972, alors que Serge Depaquit devenait « secrétaire national porte-parole du PSU ».

A 53 ans, cet ingénieur astrophysicien a déjà un passé chargé : rentré au PCF à 20 ans, exclu à 38 ans, il abandonne la sauce rouge pour l'autogestion et rentre au PSU en 1973 avec d'autres ex-communistes. Entré au bureau national en 1974, il devient membre du secrétariat national en 79. Serge Depaquit succède à Bouchardeau, nommée secrétaire d'Etat à l'environnement et à la qualité de la vie lors du dernier remaniement ministériel. « Huguette occupe bien sa place, on va essayer d'exploiter ça », dit-il de cette dernière qui affirmait de son côté, dans un meeting, le 10 juin : « Je suis dans un gouvernement dont je défends ce qu'il a déjà accompli et *ce qu'il va accomplir* » ! peut-on trouver meilleure définition du « godillot », prêt à tout approuver ? D'avance !

Cette bienveillance forcenée à l'égard de la politique mitterrandiste n'a pas fait l'unanimité. Jean-Jacques Boislaroussie et Daniel Richter sont partis en claquant la porte avec les plus « gauchistes », pour tenter d'organiser une « force de gauche alternative et autogestionnaire » autour de la revue *Gauche autogestionnaire*. Le PSU a perdu 10% de ses membres dans cette scission, mais ses dirigeants comptent bien résorber ce trou avec la publicité que procure la présence de Bouchardeau sur un strapontin gouvernemental.

« Le PSU ne veut pas perdre son identité. » Il n'est lié par aucun contrat avec le gouvernement et il continuera de murmurer son originalité (écologie, hostilité au nucléaire, etc.), loin des oreilles indiscrètes, pour mieux bramer sa fidélité à Mitterrand devant tous les médias. C'est promis ! D'ailleurs, au premier murmure du PSU, Bouchardeau retourne laver la vaisselle...

Robert Helven



POUR LA PAIX, ARMONS-NOUS !

UN rassemblement pour la paix organisé à Paris ! Ce n'est pas le premier et ce ne sera certainement pas le dernier. Mais quiconque est intéressé par la paix ne peut être qu'agacé par le « pacifisme » dégoulinant des staliniens. C'est pourquoi une mise au point est nécessaire et nous pouvons mettre à profit ce rassemblement pour poser quelques questions à ces forcenés du « pacifisme ». La paix est en danger, c'est vrai, et nous devons manifester notre opposition à la guerre. Il est plusieurs moyens de le faire, et les rassemblements sont un de ceux-là. Mais pour être entendu, il faut que ces rassemblements soient massifs.

En effet, on ne peut pas espérer rassembler massivement les foules en décidant de façon totalement unilatérale le lieu, la date, les modalités, le contenu d'un tel rassemblement.

Pour parer à cette difficulté et évacuer la contradiction existant entre la volonté d'un rassemblement monstre, donc unitaire, dépassant les clivages politiques, et le choix d'une pratique qui consiste à décider seul, les communistes utilisent la technique de l'appel à la population. Appel signé, bien sûr, par des personnalités de tous bords. Méthode idéale pour noyer le poisson ! Rappelons que ces derniers jours l' « internationalisme » communiste, par la voix de la presse soviétique, appelait les partis frères à tout faire pour que ce mouvement pacifiste attrape-tout vienne à la rescousse de la propagande de l'Union soviétique. Et que dire de nos gauchistes qui, prenant le train en marche, littéralement « subjugués » par les problèmes de la paix, appelaient eux aussi au rassemblement !

De telles pratiques n'honorent guère ceux qui les utilisent, et il y a fort à parier que pour beaucoup de personnes le PC n'est pas crédible. On ne peut militer pour la paix et réclamer la construction d'un énième sous-marin nucléaire, comme l'a fait Marchais pendant la campagne des présidentielles. Ni voter un budget militaire, en constante progression, comme l'ont fait les députés communistes. Ni avoir la position abjecte qu'a le PC vis-à-vis des insoumis et objecteurs. Enfin, que dire de l'Afghanistan ? Y aurait-il des guerres justes ? Et dans ce cas, qu'est-ce qu'une guerre injuste. Pour finir, est-il besoin de rappeler quelques « douloureux » points d'histoire : le pacte germano-soviétique, le vote des crédits militaires pour l'Algérie, les applaudissements des députés communistes à l'augmentation des crédits militaires pour l'Indochine, etc. Les staliniens sont des farceurs. Mais choisir de la paix ou de la guerre, ça n'est plus une farce, justement !

J.-P.

Un éditeur de livres scolaires face à l'accord Hernu/Savary

ALORS qu'un peu partout des collectifs se créent pour l'abrogation du protocole Hernu/Savary, il nous a semblé intéressant de publier cet « avertissement » mis en préface du manuel d'histoire : *Le Monde de 1939 à nos jours*, édité chez Hachette pour l'année scolaire 83-84. Le désir de Hernu de voir disparaître des livres de classes les « passages scandaleusement antimilitaristes » (encore faut-il vraiment les chercher) rencontre des résistances inattendues... Tant mieux.

Avertissement,

Certains manuels de Sciences Humaines des classes de seconde et de première ont fait l'objet de critiques souvent inspirées par des positions partisanes de la part d'organes de presse, d'associations ou de particuliers. Les ouvrages de terminale risquent d'être en butte à leur tour à de vives controverses.

Nous voudrions rappeler les points suivants :

1) les programmes et instructions officielles sont élaborées — après concertation avec les associations de spécialistes et les organisations syndicales — par l'Inspection générale, proposés pour avis au Conseil d'enseignement général et technique, approuvés définitivement et publiés officiellement par le ministère de l'Education nationale.

2) Les équipes d'auteurs des différentes maisons d'édition, fortes de l'expérience tirée de leur pratique pédagogique, ne font que mettre en œuvre, en toute indépendance et avec leur propre sensibilité propre, l'application de textes officiels.

3) Une pédagogie active demande que soient confrontés différents documents, souvent contradictoires. Avec l'aide du professeur qui veille au respect de la diversité des opinions, l'élève, ayant acquis au cours de sa scolarité maturité et esprit critique, peut ainsi bâtir son propre jugement.

4) Nous ne pouvons qu'adhérer pleinement aux propos prononcés lors de l'Assemblée générale de l'association des professeurs d'histoire et de géographie, en novembre 1982, et repris dans une note de M. Henri Noguères, président de la Ligue des droits de l'homme, sur le protocole Défense/Education nationale. Il est affirmé dans cette citation l'attachement fondamental des professeurs « à la pluralité des manuels, à la liberté de jugement et d'expression des auteurs et des enseignants et à la libre et loyale confrontation des opinions dans le respect des consciences ».

Ne pas reconnaître ces principes conduirait à une édition monolithique, nationale et officielle qui, à terme, deviendrait dépendante du pouvoir en place, quel qu'il soit.

"PLAGES" INVITE "R.L"

RADIO LIBERTAIRE

ESPACES DE CRÉATION ET D'EXPRESSION

15 juin - 3 juillet 1983
11 quai Malaquais
Paris

L'HISTOIRE retiendra que ce premier Espace de création et d'expression organisé par la revue *Plages* est à notre époque ce que le premier Salon des indépendants fut à la sienne ; celui-ci répondit en son temps au besoin des impressionnistes de montrer leurs œuvres refusées au Salon officiel. Aujourd'hui, les salons traînent leurs inutilités et leurs ennuis, les galeries et marchands de tableaux, s'ils surent animer autrefois ce qu'il y avait de vivant dans l'art pour en tirer profit, se caractérisent par la plus totale incompréhension de l'art actuel.

Espace de création et d'expression donne la plus totale liberté d'intervention aux artistes, ce que ne font pas les autres moyens de mostration. Avoir suffisamment d'espace et pouvoir l'investir librement, sans aucune censure, répond au besoin minimum actuel des artistes.

Nous avons dit ici comment l'armée a investi le Grand Palais (1) (prémices aux accords Lang/Hernu) (2) dans la grande tradition du plus profond mépris de l'art qu'elle a toujours montré dans ses invasions, et comment elle a obligé *Plages* à se retrouver à l'Ecole nationale supérieure de l'aliénation artistique, dans des locaux quatre fois plus petits que ceux initialement prévus.

On n'étouffe pas aussi facilement la création, comme on n'étouffe pas la vie de la nature. Le résultat de l'intrusion militaire est que les artistes s'enchevêtrent, qu'aucune place ne reste inoccupée, que de ce bouillonnement naissent de riches rencontres entraînant des ruptures, des confrontations, des complémentarités. Si ces productions sont souvent d'inspirations pessimistes (l'art n'étant jamais qu'un reflet de la société), on y sent toutefois un plaisir de pouvoir enfin s'exprimer entièrement et sans contrainte ; on y ressent cette sorte d'explosion euphorique qui envahit la nature quand elle perce l'écorce pour faire sortir ses bourgeons.

Cette manifestation, printemps de l'art actuel, est bien la preuve que l'art n'aspire qu'à la liberté.

Plages, Espace de création et d'expression, 11, quai Malaquais, jusqu'au 3 juillet.

Servin (plasticien)

(1) Voir M.L. n° 489.
(2) Voir M.L. n° 490.

Radio Libertaire à l'Exposition sur les espaces de création et d'expression !

APRÈS le Salon du Livre au Grand Palais, Radio-Libertaire, invitée par la revue *Plages*, couvrira l'événement de ce nouveau salon qui a ouvert ses portes le 15 juin et se terminera le 3 juillet. Avec un studio mobile, Radio-Libertaire organisera des débats, des rencontres, des interviews et, bien entendu, fera des retransmissions en direct et en différé. A noter que les équipes de certaines émissions iront même plus loin puisqu'elles présenteront et produiront des travaux inédits pour ce salon. On peut d'ores et déjà noter :

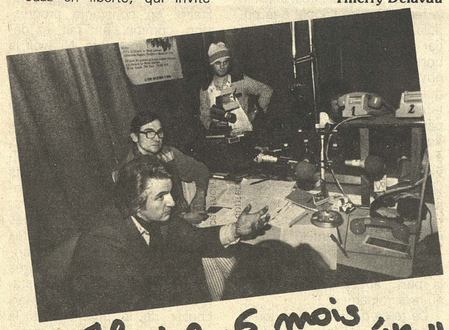
- « Je veux aller sur la rive d'en face », dont les animateurs, Servin et Jean Touzot, présenteront des réalisations graphiques et plastiques ; René Pic intervenant, lui, avec le groupe Graffitti ;
- « Grand Angle », le magazine parlé de l'image, production et projections de photos ;
- « Cérémonie 1984 », qui présente le collectif VISA ;
- Jazz en liberté, qui invite Axolotl et le Nu Creative Methods, pour un concert de musique improvisée le vendredi 24 juin ;
- « Trisomie 21 », qui invite les groupes Die Bunker et Clair Obscur pour un concert, le dimanche 3 juillet.

Cette présence de Radio-Libertaire est en fait l'aboutissement de toute une dynamique lancée depuis plus d'un an sur notre station. Dynamique qui vise à sortir l'Art du ghetto où l'ont emprisonné les spécialistes, pour le restituer dans le domaine de l'expression populaire, en dénonçant le trafic des galeries, les manœuvres politicardes menées par les instances culturelles (ministère, municipalités, etc.).

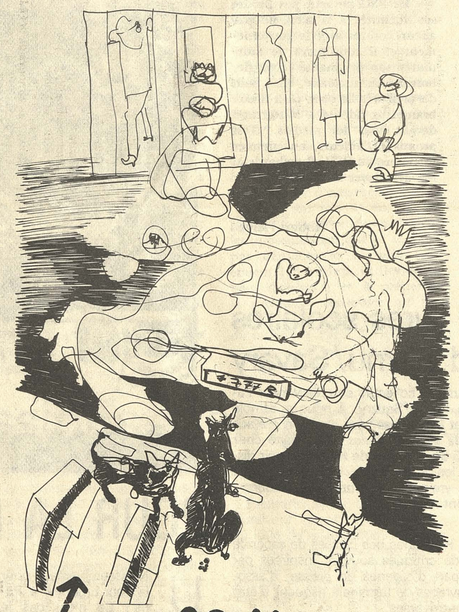
Radio-Libertaire profitera de cette occasion pour dénoncer les accords Hernu/Lang, avec la même force qu'elle le fait avec le protocole d'accord Hernu/Savary.

Un rendez-vous avec Radio-Libertaire à ne pas rater.

Thierry Delavau



Il y a 6 mois Radio Libertaire invitait "plages".



graffiti

Le groupe Graffiti, fondé en septembre 81 à l'initiative de plusieurs artistes plasticiens a choisi dès sa formation d'engager des actions artistiques, en tenant compte de la réalité urbaine, des événements de l'actualité.

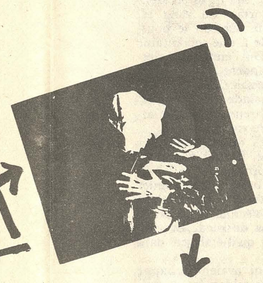
Les « interventions » ont débuté par des collages en nombre d'images en sérigraphies sur des sujets quotidiens (le métro : Ne payez plus, sautez ; la bombe à neutrons, les loyers, etc.), suivis d'abandons d'originaux (tableaux, sculptures, objets) en France et au Brésil, d'installations en extérieur, de peintures murales sauvages et, plus récemment, des travaux en collaboration avec les écoles et les hôpitaux psychiatriques.

Pour *Plages*, les artistes graffitteurs baigneront dans des activités pluridisciplinaires ; Suzete Venturelli tracera du métro jusqu'au bâtiment la mémoire d'un pneu ; Gilles Berger pantomimera ses squelettes ludiques ; Arghyro Paouri tendra des voiles ; Frédéric Grandeau photomatonera, Brigitte Fichter soumettra le regard au texte, René Pic exhibera des voitures chauves, Jean-Sébastien Devaux astrosculptera la moule galaxique.

René Pic

« La vie d'artiste », en direct de Plages.

VISA



VISA est une association dont le but est de promouvoir et de diffuser des faits culturels par l'utilisation de l'image, du son, du texte, etc., sous toutes formes de supports, dont les principaux sont à ce jour :

- un magazine : *Passeport pour l'exportation* ;
- un collectif action/performance : « La Division acharnée » ;
- un label de production de cassettes : « Androidia Flux » ;
- un atelier de création graphique : « Thanatia Graphis ».

Aux Beaux-Arts, VISA présentera une action visuelle et sonore dans un environnement, sur le thème de l'œil et de la surveillance. Cette action performance aura lieu le jeudi 30 juin.

A bientôt
VISA

trisomie

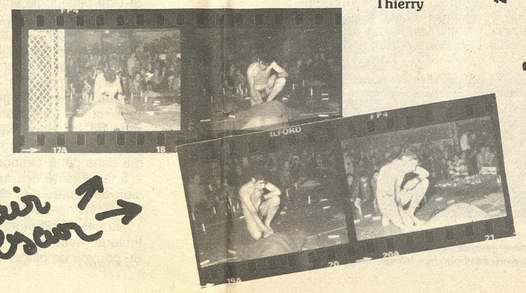
« Trisomie 21 » a choisi :

- Die Bunker : un groupe tout neuf, qui produit une musique froide et tristement belle. Des atmosphères en demi-teintes fixées dans le temps par d'angoissantes mélopées de synthétiseur, parfois bousculées par une solide boîte à rythmes. Une musique qui déplace les lignes, aurait pu dire Baudelaire ; un rien spleenante, à savourer.
- Clair Obscur : un très grand groupe. Mais déjà plus qu'un groupe, un concept. Au départ, des influences qui furent vite dépassées. On pense bien sûr à Cure et à Joy Division, mais c'est déjà mieux que ça, car la musique de Clair Obscur échappe à l'enfermement d'une mode. Il n'y a donc pas de tiroir, pas d'étagère pour les classer. Reste l'ordre alphabétique. Même les sourds peuvent apprécier puisqu'indépendamment de la musique, menant une vie autonome, un visuel s'installe aux alentours de la scène, tissant une trame de faits et de gestes.

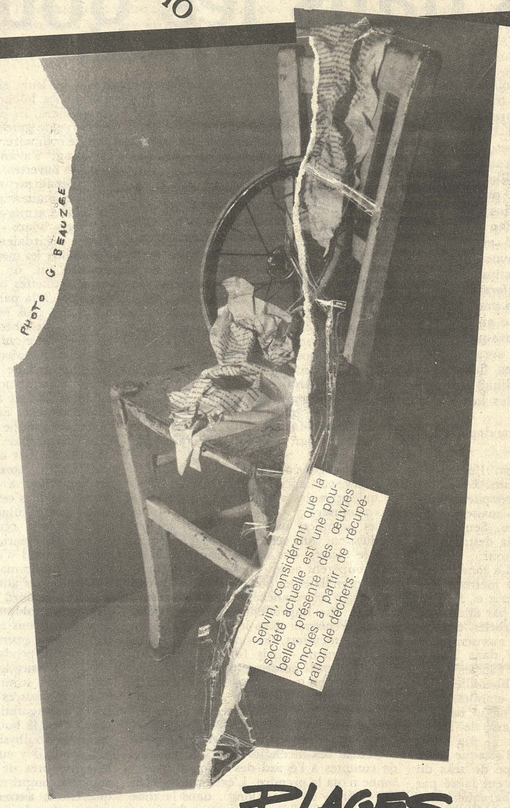
Résumons : une musique personnelle et intéressante ; un côté expérimentation et recherche de nouvelles formes d'interventions visuelles et sonores. Cela mérite qu'on s'y arrête.

Le 3 juillet en concert aux Beaux-Arts pour voir le groupe de l'année. Concert retransmis par Radio-Libertaire en direct.

Thierry



Clair Obscur



Au sommaire des Revues d'artistes : PLAGES

L'ABSENCE actuelle de lieux d'exposition libres et d'accès facile a amené les artistes à trouver des endroits de mostration marginaux ; la revue apparaît comme le moyen privilégié en la matière.

Conçue par un plasticien et animée en grande majorité par des plasticiens, la revue de Roberto Gutierrez est, à ma connaissance, le plus abouti de cette recherche.

Plages offre à des artistes qui le désirent deux pages pour montrer leur production, sans qu'un commentaire étranger vienne en troubler le propos et sans qu'aucune censure artistique ne se manifeste. L'accès en est libre dans la mesure où leur mostration est en *relation* avec une activité en cours, formule on ne peut plus simple, comme on le voit.

La revue *Plages* aujourd'hui retrouve ses motivations d'origine et invente un lien libre de création et d'expression.

Le dernier numéro de cette revue sert donc de document de référence à la manifestation actuelle, puisque tous les artistes présents y sont représentés. Au total, 73 artistes et dix revues.

Dans la bonne formule de *Plages*, sept artistes ont animé ces pages par des interventions, découpages, collages, etc.

Plages, 1762, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres.

Servin (plasticien)

NU CREATIVE METHODS

Pierre Bastien : contrebasse, hot wo, cithare, guitare et divers.

Bernard Pruvost : saxophone, percussions, trompes et divers.

Deux musiciens lyonnais qui pratiquent l'improvisation ensemble depuis plus de dix ans, qui emploient dans leurs musiques des instruments ethniques de toutes les parties du monde, mais aussi des instruments qu'ils ont eux-mêmes fabriqués.

En dehors des concerts, Nu Creative Methods s'oriente vers les musiques de ballets ainsi que vers le théâtre pour enfants, un public réceptif à leur musique. Le 24 juin, 18 h, *Plages*.

Jean-Pierre

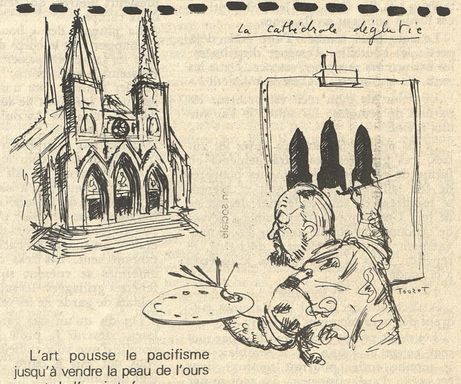
Sous le sable des Plages, les pavés de l'Art Insoumis !

IL existe, et ce depuis fort longtemps, un phénomène qui tend à rendre collectives les démarches artistiques (au moins dans la théorisation de l'art). Par la constitution de divers groupes, de nombreux écoles (même si le terme peut ne pas plaire), l'art a été marqué de façon indélébile par des initiatives souvent contradictoires. Même si bon nombre de ces groupes se contentent d'évoluer dans l'espace restreint, mais confortable de l'art académique, il ne faudrait pas que ces artistes de salon et leur production (terme industriel convenant parfaitement au marché de l'art) nous cachent l'essentiel, à savoir tout ce bouillonnement d'un art subversif émanant de rebelles ; le mot est plaisant et son contenu mythique n'est pas innocent car l'un des fondements de ces démarches subversives est la création de nouveaux procédés, de nouveaux mots, donc de nouveaux espaces avec, seul élément positif du « mythe rebelle », le constant refus d'un monde figé.

Cette idée de recherche élimine la vision qu'a le grand nombre de l'œuvre artistique ; en effet, il ne s'agit plus seulement de rendre le mieux possible la réalité d'un paysage ou d'un visage (ceci pour le peintre, le photographe ou le cinéaste), mais d'y percevoir ce que l'œil ne rend pas forcément. Aussi, nous pouvons dire qu'il est réactionnaire de déclarer devant une œuvre que l'on n'assimile pas : « C'est n'importe quoi ! »

Il reste cependant un énorme obstacle à surmonter. Comment rendre cet art d' « avant-garde » art populaire ? Ce qui revient à se poser la question du changement de société. Il n'y a évidemment pas de recette, mais nous pouvons d'ores et déjà affirmer qu'il n'y aura pas de société libre sans art libre et que chacun des travaux exécutés dans le souci d'une recherche sur l'esthétique, la syntaxe, la méthode, à la condition qu'ils ne se posent pas comme exemples mais comme hypothèses, chacun de ces travaux sera un coup porté à l'art académique, à l'art des élites.

Jean-Luc



L'art pousse le pacifisme jusqu'à vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué.

Touzot

AXOLOTL

- ☐ Musique contemporaine
- ☐ Free musique
- ☐ Musique improvisée
- ☐ New wave
- ☐ Nouvelle musique
- ☐ Poésie sonore
- ☐ Musique expérimentale
- ☐ Free jazz
- ☐ Jazz
- ☐ Musique nouvelle
- ☐ Punk
- ☐ Musique traditionelle

☒ AXOLOTL
☒ Le 24 juin, 18 h, *Plages*.

(Cocher la case correspondante).

U.R.S.S. : insurrections dans les goulags

NOUS avons récemment attiré l'attention sur l'importante population pénitentiaire en URSS : emprisonnés, bagnards du goulag, travailleurs-esclaves des camps de la mort, condamnés dont le nombre total est estimé à près de 2% de la population du pays, record mondial battu ! Ce seul fait prouve, s'il le fallait encore, que tous les citoyens soviétiques ne vivent pas à genoux là-bas, et n'attendent pas les admonestations de gourous de l'intelligentsia de gauche parisienne (Castoriadis) pour se « réveiller » ! Plus encore, parmi ces internés, l'étincelle de révolte n'attend qu'une occasion propice de jaillir et incendier, au sens figuré et propre du terme, leur geôle et les geôliers. Nous disposons à ce propos du témoignage de Mikhaïl Zotov, ancien employé du combinat laitier de Togliatti, ville située sur la Volga, arrêté et interné depuis (il vient de perdre un œil à la suite de l'agression d'un provocateur de l'asile psychiatrique où il est enfermé, seul endroit où le régime estime devoir placer ses détracteurs). Son texte a été publié en français par *Les Cahiers du Samizdat*, lesquels nous ont aimablement autorisé à le reproduire (1). Sa description recoupe celle d'une insurrection analogue, à la même époque, survenue au goulag de Tchébelinka, près de Kharkov, en Ukraine, durant laquelle les baraquements ont été incendiés par les détenus, certains mouchards et moutons — surnommés « boucs » — et même des geôliers ayant été précipités dans les flammes. Saluons donc le courage de ces hommes et également celui de Mikhaïl Zotov, lequel paie cher son activité d'informations et de témoignages sur les luttes de ses camarades.

Alexandre Skirda

En 1969, l'Agitprop adjure tous les habitants du pays à « célébrer dignement » le jubilé qui approche : le centenaire de la naissance de Lénine. Le 22 avril 1970 est en quelque sorte la ligne d'arrivée, le « finish », qui doit être célébré par chacun et par tous. Partout sont assumés des « engagements socialistes » accrus. Chacun s'engage à « travailler comme il n'avait encore jamais travaillé avant ».

Tous espèrent aussi en la réciprocité du gouvernement — qu'il se prépare vraiment à distinguer cette date par quelque événement significatif et heureux. Les uns attendent des baisses de prix, d'autres des prolongements de congés... D'autres l'amnistie. Et les détenus tout particulièrement.

Enfin pointa l'aube du jour tant attendu ! Discours solennels, déclarations, applaudissements et... c'est tout. Aucune amnistie.

La population des camps était consternée, elle ne voulait pas croire que le rêve qui hier encore donnait un sens à leur vie s'était volatilisé. Les zeks (2) allaient de par les zones l'air méchant, méconnaissables.

Moi qui avais vécu de longues années à côté des camps OuR-65/7 et OuR-65/16 (on les appelait « le sept » et « le seize »), et ayant beaucoup de connaissances parmi les détenus qui allaient travailler au dehors sans escorte, je ne les reconnaissais plus. Hier encore joyeux, pleins d'espoir, ils étaient abattus, effondrés, renfrognés. Mais pas tous. S'il arrivait de croiser sur la route une colonne de détenus se déplaçant sous escorte, on pouvait voir des lueurs méchantes dans les yeux de beaucoup. Enfin, dans la nuit du 22 mai, juste un mois après la date de leur déception, ces lueurs jaillirent en flammes...

Le soir était tombé. Tout était déjà prêt : les bouteilles d'essence distribuées, les extincteurs remplis d'essence. Dans les yeux, l'impatience : « C'est le moment ! »

Le début de mon récit est basé sur les paroles de témoins. La suite, je l'ai vue moi-même.

... Ils prirent feu les uns après les autres, ces gigantesques baraquements en forme de cercueils. Des langues pourpres de feu jaillirent dans la nuit et bientôt se fondirent en une seule mer déchaînée de feu. Une clameur triomphante s'élevant de centaines de gorges, comme l'accompagnement à quelque élément déchaîné, se répandit dans la nuit sur des kilomètres à la ronde.

« Le se-e-e-pt ! A nou-ous ! »

A l'écho de cet appel les flammes jaillirent des baraquements du « sept ».

Les deux camps furent envahis par une mer rouge et jaune, et il semblait que le monde entier pourrait sombrer dans cet océan d'anéantissement. La nuit se mit à préfigurer cette autre nuit future qui annoncerait l'enfer sur toute la Russie...

Une mer de feu. Des cris. Les hurlements triomphants des mutins. Les habitants des bourgs voisins se précipitent dans les rues : les murs de leurs maisons sont sur le point de prendre feu. Seule l'absence de vent les sauve de la destruction, tout comme la forêt tout autour.

Les camps sont en furie. La zone industrielle, avec les centaines de mètres cubes de bois entreposés, sa caisserie et ses machines, séparée du « seize » par une haute palissade, des rangées de barbelés, des miradors, résiste furieusement aux tentatives des zeks pour l'entraîner dans l'orgie générale. A un endroit, puis l'autre, volant au-dessus des obstacles, les bouteilles d'essence tombent sur les bois empilés, mais les « boucs » (activistes du camp recrutés parmi les détenus), s'armant de lances d'incendie, les éteignent.

Pendant que se déroule l'attaque de la zone industrielle, un groupe de zeks du « sept » s'empare d'un tracteur laissé par hasard dans la zone des baraquements. Ils le mettent en marche et le lancent dans la direction du « seize ». Vrombissant, le tracteur fou balaye sur son chemin les rangées de barbelés entourant la zone « interdite », s'enfonce dans la palissade, faisant sauter les planches et les poteaux qui la composent. Arrosé du feu des armes automatiques des soldats dans les miradors, il fonce dans la zone des baraquements du « seize », où il est tout de suite repris par les zeks, qui le retournent et le lancent de nouveau contre la zone interdite. Dans le « sept », le tracteur prend feu et se tait. Mais son œuvre était accomplie. La foule s'engouffre dans le « sept » à travers le passage, large de plusieurs mètres, qui réunit désormais les deux camps.

La plupart des « boucs » réussirent à s'échapper vers le corps de garde : les soldats les laissèrent passer et les couvrirent. Plusieurs, néanmoins, furent capturés par les mutins : les uns furent tabassés, les autres tués tout de suite, d'autres jetés dans les flammes. La nuit s'emplit de hurlements horribles...

L'isolateur disciplinaire du « seize » se trouvait dans le coin le plus éloigné du camp. Personne ne sait qui eut l'idée de jeter une bouteille à essence par dessus la palissade de la zone de l'isolateur. Le baraquement de bois, partagé au milieu par un long couloir des deux côtés duquel étaient aménagés les cachots, prit feu instantanément. Les zeks qui s'y trouvaient enfermés se ruèrent sur les minuscules fenêtres grillagées. Ils supplièrent les deux soldats de garde de les relâcher.

On dit qu'un des gardes, voyant l'isolateur devenir la proie des flammes, répondit d'une voix railleuse : « Les mutins vous ont mis à cuire, vous n'avez qu'à leur demander ! »

Mais cela ne fut pas nécessaire. Comprenant que leurs camarades étaient en train de brûler vifs, plusieurs zeks grimpèrent rapidement par dessus la palissade de l'isolateur et se jetèrent sur les deux gardes. Un réussit à se dégager et sous le couvert du tir des armes automatiques des soldats dans un mirador se glissa par le portillon menant hors du camp. Le second fut pris. Les zeks trouvèrent les clefs des cachots sur lui et se mirent à les ouvrir précipitamment. Sauvés par miracle, les zeks qui avaient failli brûler vifs se jetèrent sur leur tourmenteur. Ils le torturèrent, le battirent, le piétinèrent jusqu'à ce qu'il rende l'âme.

A ce moment, dans la nuit éclairée par les hautes flammes, apparut un hélicoptère. Des camions et des transporteurs blindés roulaient vers les camps en insurrection. Les soldats entourèrent rapidement les camps d'un cordon serré. Aux endroits dominants, sous les sapins illuminés par les reflets lugubres des incendies, ils installèrent des mitrailleuses. Comme on le sut plus tard, ils attendaient un ordre de Moscou. Et l'ordre arriva : ne tirer que sur ceux qui tenteraient de fuir.

Les insurgés comprirent leur situation, et il n'y eut aucune tentative de fuite, ce qui priva les soldats de la possibilité de « s'amuser ».

Les pompiers qui suivaient les soldats conduisirent leurs véhicules dans le « seize », sous le couvert des mitraillettes. Mais les zeks coupèrent aussitôt les tuyaux des lances d'incendie et les pompiers durent battre en retraite. En revanche, le chef du « seize » commit une imprudence — et en paya le prix. Pénétrant dans le camp, il s'adressa aux émeutiers, les invitant à mettre fin à l'émeute, mais fut pris et battu jusqu'à ce qu'il perde connaissance.

Un des « boucs », s'arrachant aux mains des zeks après avoir été battu, et se retrouvant parmi les siens, se mit à gueuler pendant un long moment : « Sortez Maza ! Sortez-le ! » Mais « Maza », considéré comme l'âme des incendies et des règlements de comptes à l'égard des « boucs », personne n'osa le prendre. L'exemple du chef du « seize » en disait long : dans la zone régnait, affranchie de la peur du fouet toujours levé, cette « volonté populaire » qui avait pris conscience en un instant de sa force. A ce moment, on pouvait la tuer, mais pas la faire changer d'avis. Dans les yeux furtifs de la nuit, dans les lueurs fulgurantes du feu, bouillonnait et palpitait cette révolte russe qui ne connaît ni le temps ni aucune loi. Elle s'apaisa lorsque les lueurs de l'aube vinrent écraser les dernières flammes fatiguées contre les monceaux de cendres brûlantes — tout ce qui subsistait des baraquements du camp...

C'est alors que commença la vengeance. Privés de leurs alliés, la protection de la nuit et les bûchers qui impressionnaient les gardiens, les détenus affluèrent devant les corps de garde, tout comme pour une parade ordinaire. Ils se mirent docilement en rang, s'avancèrent vers les portes grandes ouvertes.

On les fit sortir par cinq. Chaque rang de cinq était arrêté à sa sortie, entouré de soldats armés de mitraillettes et scruté par les « boucs ». Ceux-ci longeaient les rangs, regardaient les visages, cherchant à identifier les meneurs. Dès qu'ils en identifiaient un, on le sortait du rang et, les mitraillettes dans le dos, on le poussait jusqu'à la palissade à une soixantaine de mètres plus loin. On l'emmenait derrière les planches compactes, dissimulant aux regards ce qui se passait. Ici attendaient plusieurs « paniers à salade », devant lesquels un groupe nombreux d'officiers attendait chaque nouvelle victime.

On ordonnait au zek de se déshabiller complètement. Ensuite, il était traîné au milieu du groupe des officiers, et le tabassage commençait. On battait le prisonnier dénudé partout avec tout ce qui tombait sous la main. Lorsqu'il s'écroulait par terre, on continuait à coups de pied. Et c'est seulement dans cet état qu'il était jeté dans le fourgon cellulaire.

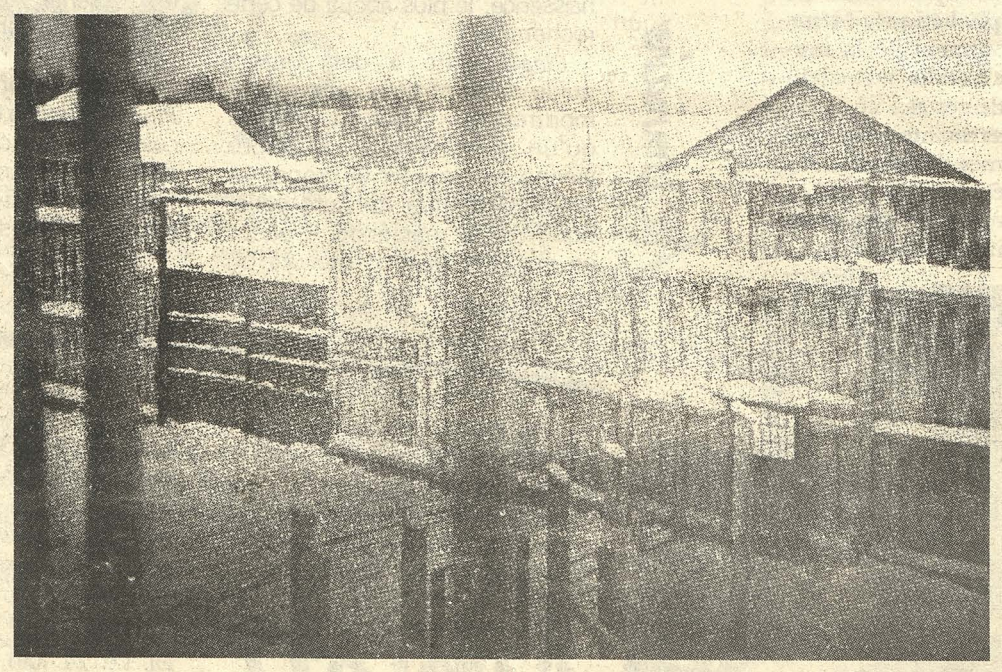
Les autres, ceux qui avaient échappé au sort des meneurs, les soldats les conduisirent au fond d'une large dépression, où on leur ordonna de s'asseoir serrés les uns contre les autres, sans bouger. Tout le long du bord de la dépression se tenaient des soldats, mitraillette au poing, avec des chiens : comme dans les scènes familières de guerre. Le tri des prisonniers se poursuivit pendant de nombreuses heures.

A la même époque, commencèrent à circuler des rumeurs d'incendies dans les camps à d'autres endroits aussi. On parlait d'une tentative de mettre le feu au camp dans le bourg d' « Oupravlensky », près de Kouibyshev. Quelques semaines plus tard, il y eut une insurrection dans le camp près de la gare de Kryaj. Les autorités comprirent qu'il fallait faire quelque chose, autrement les émeutes pourraient s'étendre comme une réaction en chaîne à une grande partie du goulag.

Et elles reculèrent. L'amnistie fut proclamée ! Maigre, mais tout de même l'amnistie. C'est seulement après que l'administration fit connaître les noms des meneurs de l'insurrection qui avaient été fusillés. Mais l'essentiel n'est pas dans les noms, elle est dans cette force obscure qui sommeille dans les profondeurs de l'esclavage.

(1) Les Cahiers de Samizdat, n° 78, mai 1981, pages 16-19 (adresse : 48, rue du Lac, 050 Bruxelles, Belgique).

(2) Abréviation pour désigner les détenus.



Vue depuis la fenêtre du cabinet du chef de la section opérationnelle. A gauche, la porte mène aux ateliers de travail ; on aperçoit, derrière les toits, des baraques de logement. C'est par la petite porte de droite et entre la double rangée de barbelés, que sont conduits les détenus vers la salle des visites située plus loin.

GRÈCE

P. Danatos et K. Miras toujours en grève de la faim

PHOTIS Danatos et Kiriakos Miras poursuivent leur grève de la faim (voir ML n° 486) et ils sont en grave danger de mort.

Ils ont été arrêtés sous l'accusation de « troubles de l'ordre public » et condamnés respectivement à douze et quatorze mois de réclusion. Le gouvernement socialiste se sert souvent de cette accusation comme prétexte pour emprisonner les réfractaires au régime politique.

Pendant ces derniers mois, le gouvernement grec a démontré ouvertement ne vouloir tolérer aucune dissidence ou critique de la part des libertaires.

Photis et Kiriakos ont été arrêtés pendant une manifestation au Pirée (le 13 avril 82), qui était organisée pour protester contre le « suicide » et les tortures que les prisonniers subissent dans les prisons grecques. Pendant la manifestation, un provocateur dirigea sa voiture contre les manifestants, réussissant à provoquer un accident qui dispersa le cortège. Dans la confusion, Photis et Kiriakos, connus par la police pour leurs activités politiques, furent identifiés et arrêtés. C'est pour cette raison et pour faire connaître les pénibles conditions d'incarcération en Grèce, sous le régime socialiste, que nos deux compagnons ont pris la décision d'entamer une grève de la faim.

Le soutien à Photis et à Kiriakos n'a pas tardé. Les 1er et 8 avril, il y eut des manifestations devant le Parlement grec. Le 17 avril, plus de deux mille personnes ont manifesté devant la prison Koridalu » (où nos compagnons sont détenus) pour demander leur libération. Le 29 avril, il y a eu une autre manifestation au cours de laquelle la police est intervenue pour disperser le cortège. Le Syndicat indépendant des médecins et les travailleurs hospitaliers ont manifesté leur solidarité envers nos deux camarades anarchistes.

A Londres, le 13 mai, la Croix noire anarchiste, considérant inquiétante la durée de la grève de la faim, a envoyé un télégramme au gouvernement grec en déclarant clairement qu'elle tenait pour responsables le ministre de la Justice et le chef de la police de ce qui pourrait arriver à Photis et Kiriakos. Des communiqués ont été envoyés à tous les organes de presse. Le 14 mai, un cortège réclamant la libération de Danatos et de Miras a défilé devant les agences de tourisme et l'ambassade grecques, en plein centre de Londres.

Comme nous vous l'avons déjà suggéré, nous pensons qu'il est d'une grande importance d'informer tous les compagnons libertaires de la grève de la faim en cours et de leur demander un soutien, avec tous les moyens disponibles, en envoyant, entre autres, des lettres de protestation aux ambassades grecques de vos pays respectifs.

Rencontres libertaires internationales

LES 2, 3, 4 JUIN A BARCELONE

LES 2, 3 et 4 juin se sont déroulées à Barcelone les rencontres internationales libertaires. L'initiative était lancée, il y a un an, dans la presse internationale, par l'athénée libertaire de « Poble Sec » de Barcelone et suivie par une vingtaine de groupes espagnols alternatifs et libertaires... et quelques groupes étrangers. Cela posait le problème du terme « international », dénomination trop ronflante pour la réalité espagnole. Déjà l'an dernier, lors de notre première rencontre avec les groupes et collectifs libertaires espagnols, nous avions ressenti le malaise : tous les débats et discussions tournaient autour d'un groupement des forces espagnoles et de la place des délégations étrangères dans ces rencontres n'était pas définie. Et c'était normal ! Les groupes libertaires espagnols ne peuvent pas faire l'économie de telles confrontations nationales pour la construction d'un mouvement libertaire structuré.

Ces rencontres étaient divisées en deux temps : les matinées ou séances de travail regroupaient les collectifs ayant répondu à l'appel de cette initiative, pour des débats internes. Les fins d'après-midi et les soirées étaient ouvertes au public, avec meetings-débats et projections de films.

Les séances publiques ont réuni entre 200 et 250 personnes sur des thèmes très divers.

Ainsi, le premier soir, nous avons discuté de l'Amérique du Sud autour de deux films : *La Pantagonie rebelle*, relatant les événements où la FORA joua un rôle important, et *La Répression en Uruguay*. Des copains sud-américains étaient présents pour animer le débat. Le lendemain, la discussion sur l'alternative souleva les questions idéologiques. Quelle alternative et pour quelles perspectives ? Questions qui se posaient avec autant de vigueur dans les discussions en matinée.

L'Espagne se trouve aujourd'hui dans une situation complexe, le mouvement libertaire espagnol est tiraillé entre son histoire, de la construction de la CNT à la révolution espagnole, et sa réalité actuelle, avec, entre les deux, un gouffre de quarante années de franquisme.

L'exil, la répression féroce, la clandestinité, même s'ils n'ont pas tué le mouvement libertaire espagnol (loin s'en faut, l'ont laminé profondément. Et l'élan qu'il a connu après la mort de Franco, où la CNT s'est reconstruite et où on a vu surgir les athénées, collectifs libertaires de toutes sortes, a été freiné par la recherche d'une stratégie syndicale (pour la CNT) et de bases organisationnelles claires pour les autres groupes.

Le résultat aujourd'hui n'est pas brillant : un grand nombre de libertaires, un public ouvert à la propagande et à la diffusion des idées, mais avec un revers : le manque de structuration et de clarté idéologique de ce qui reste des groupes et collectifs. Ajoutons à cela la baisse indéniable des effectifs de la CNT depuis sa reconstruction.

Le problème central des discussions des séances de travail portait sur ces problèmes de structuration : comment et avec qui ?

Le résultat concret de ces rencontres a été la formation d'une coordination libertaire, avec un minimum de structures pour assurer son fonctionnement, son rôle étant de faire circuler l'information, de mener un travail de réflexion et d'analyse, d'assurer le lancement d'un journal et d'organiser d'autres rencontres.

Nous espérons que les compagnons espagnols qui sont éparpillés trouveront rapidement la voie de l'organisation, afin de pouvoir lutter efficacement.

QUE SE PASSE-T-IL À L'O.L.P. ?

IL n'est guère de jour où les médias ne parlent de l'OLP. Actuellement, ce qui retient l'attention, ce sont les dissensions à l'intérieur de cette « organisation fourre-tout », dans laquelle se trouvent, pêle-mêle, des nationalistes, des religieux, des marxistes, des fédéralistes, des socialistes, des bourgeois, des sans-opinions...

Ce qu'il est important de comprendre, au-delà de la signification symbolique des rapports entre cette organisation et la conscience occidentale, ce sont les liens qu'elle entretient avec la société palestinienne, et la relation qui existe entre ses dissensions internes et la situation réelle que vivent les Palestiniens.

Au départ, l'OLP était une simple organisation de lutte et de résistance, militaire et politique, à l'implantation d'un Etat nouveau dans cette région. D'organisation anti-colonialiste, elle est peu à peu devenue un « proto-Etat », un Etat auquel il ne manque que la compétence territoriale, une surface géographique sur laquelle son autorité serait reconnue comme « légitime ».

Suite aux massacres du Liban, le problème palestinien a fait irruption sur la scène du spectacle politique, à un niveau jamais atteint. La défaite militaire a entraîné, pour l'OLP, un changement entre le poids respectif qu'avaient, dans sa stratégie globale, l'action militaire et l'action politique.

Arafat a voulu exploiter le gain politique obtenu, en favorisant au maximum la tendance qui, à l'intérieur de l'organisation, préfère l'action politique à l'action militaire.

En jouant l'ouverture sur tous les fronts, notamment avec la Jordanie, son objectif est de montrer l'image d'une OLP « responsable » et pouvant être considérée comme le seul partenaire possible. Cela aussi bien à l'extérieur (vis-à-vis des autres Etats), qu'à l'intérieur (en économisant des vies humaines).

Malgré l'échec apparent des tractations qu'il a eues avec la Jordanie, celles-ci ont été très fructueuses pour les Palestiniens qui vivent dans la juridiction de cet Etat : extension de leurs droits, accès aux informations venant d'Israël...

Ce rapprochement jordano-palestinien n'est pas du goût de tout le monde. Notamment de la Lybie et de la Syrie, qui essaient de se servir des dissensions internes à l'organisation et si possible de les favoriser. C'est ce désir de déstabiliser l'OLP qui pousse la Syrie à favoriser toutes les dissidences palestiniennes, hors de l'OLP, que l'on désigne sous le nom « Abu Nidal ». Le groupe « Abu Nidal » n'est pas un groupe organisé et groupé autour d'un leader qui porterait ce nom, mais une constellation de petits groupes de toutes obédiences, sans liaison entre eux ; leur activité principale consiste à contester à l'organisation de Yasser Arafat, par les armes (cf. le meurtre Issam Sartaani à Lisbonne) et à travers la mise en place d'actions radicales qui sabotent la stratégie OLP , sa représentativité par rapport à la société palestinienne.

Ce qui est sûr, c'est que si la Syrie et la Lybie essaient de se servir du malaise actuel de l'OLP, ce malaise existe bien. Mais il est interne à l'organisation et uniquement lié aux mouvements qui traversent la société palestinienne depuis les « événements » de Beyrouth.

Les origines de ce malaise sont de deux ordres : d'une part institutionnelles et d'autre part relatives aux différences de conditions de vie entre Palestiniens, en fonction des pays dans lesquels ils se trouvent.

Sur le plan institutionnel, Arafat s'est fait tout un tas d'ennemis en prenant tout le pouvoir : ceux qui lorgnaient la place, mais aussi ceux qui étaient profondément attachés au fonctionnement « démocratique » de l'organisation qui, alors, fonctionnait sur un mode synthésiste et appliquant une forme de fédéralisme assez développé. Mais en se servant des pleins pouvoirs pour mettre en place une action prioritairement politique, Yasser Arafat a dressé contre lui la majeure partie des cadres militaires. Or, ces derniers jouissent — suite à leur résistance contre l'armée israélienne — d'une renommée assez considérable, et surtout d'un attachement affectif.

L'assassinat à Lisbonne d'Issam Sartaani a été un coup assez dur pour l'OLP car ce pacifiste convaincu, qui jouissait d'un grand prestige auprès de tous les palestieniens, était le chef de file d'un courant pouvant faire contre-poids à la tendance militaire. Pour lui, une fédération palestino-israélienne était la seule solution au problème. Sa disparition isole davantage Arafat par le vide qu'elle a créé. Et, à terme, il n'est pas impossible d'envisager un éclatement de l'OLP entre ces deux tendances. C'est en cela que les militants de l'OLP pensent que le Mossad n'est pas étranger à ce meurtre.

En ce qui concerne les Palestiniens, c'est-à-dire la population palestinienne proprement dite, les deux grandes tendances s'y retrouvent.

Les Palestiniens de l'intérieur (c'est-à-dire ceux qui vivent encore en Israël) craignent beaucoup ce qui peut se passer : vivant dans des conditions très précaires (absence de droits politiques, confiscation progressive de leurs terres, des maisons et des puits qui sont, dans cette région, la base de la survie), ils ont peur que des actions violentes de la part de l'OLP n'entraînent, de la part des Israéliens, de nouvelles représailles sanglantes, identiques à celles qui, en 1948, avaient amené l'exode d'une grande partie de la population vers le Liban et la Jordanie.

Pour eux, seule l'action sur le plan politique est à envisager. Mais leur point de vue est très important, dans la mesure où ils sont les Palestiniens « historiques », ceux qui vivent encore sur « leurs » terres.

En revanche, en ce qui concerne la diaspora, le problème est celui des « jeunes » ou de la deuxième génération : n'ayant pas vécu l'exode et les massacres, ils sont beaucoup plus intransigeants que leurs aînés et aussi beaucoup plus révoltés ; cela du fait qu'ils ont vécu dans les camps une vie assez précaire, mais aussi du fait qu'ils ne vivent pas sous la pression israélienne 24 heures sur 24. Il leur est donc beaucoup plus facile d'envisager des actions violentes et ils se sentent beaucoup plus près du camp des militaires.

La canonnade qui a récemment opposé entre eux des membres du Fatah (principale organisation du l'OLP) n'est donc pas un simple accident de parcours, mais le symptôme d'une crise grave qui risque de mener à l'éclatement. Dans ce dernier cas, le pire est à craindre, car même si la « caste militaire » n'est pas représentative de la société palestinienne dans son ensemble, rien ne l'empêcherait d'aller jusqu'au bout de sa logique, si elle était livrée à elle-même.

A moins qu'Arafat ne penche un peu du côté des bellicistes et ne se radicalise, l'éclatement de l'OLP représenterait l'occasion rêvée pour l'Etat d'Israël de disperser, par la force et la terreur, ceux des Palestiniens qui vivent encore dans ce qui fut la Palestine et qui sont présentement sous sa juridiction.

Serge Pieters

DÉTRUIRE ET CONSTRUIRE

CES lignes de Pierre Besnard sont parues dans *Combat syndicaliste* du 4 septembre 1936 et ont servi de base au discours qu'il prononça en décembre 1936 à la radio de la CNT-FAI à Barcelone.

Besnard, qui « sans vouloir enfermer la vie dans un cadre rigide, il faut savoir, au moins d'une façon générale — et détaillée si possible — ce que l'on veut, où l'on va et comment on peut y aller », avait déjà évoqué dans deux livres : *Le Monde nouveau* et *Les Syndicats ouvriers et la révolution sociale* (1) ce problème : comment détruire la société d'exploitation et construire une société égalitaire et libertaire sans céder à la facilité de l'improvisation.

Depuis que Moïse, dans son *Deutéronome*, a posé au monde cette question : détruire ou construire ?, le problème attend sa solution. A leur tour, nos amis de la CNT-FAI ont à l'examiner et à le résoudre.

Nous osons dire qu'ils sont mieux armés que tous leurs devanciers pour le faire correctement. Ils sont mieux armés parce que, d'abord, les expériences qu'ils ont faites, auxquelles ils ont participé, leur ont permis de mettre la question au point ; ensuite, parce que la lutte qu'ils soutiennent, par son caractère, les oblige à considérer ce problème dans son ensemble et à le résoudre dans son entier. Il ne peut plus s'agir, pour eux, de détruire d'abord, puis de construire. Ils doivent détruire et construire à la fois et ce n'est qu'à cette condition essentielle qu'ils gagneront la formidable partie qu'ils jouent contre les autres régimes coalisés contre eux et guettant leur défaillance.

Autrefois, le temps comptait beaucoup moins qu'aujourd'hui. L'espace était plus étendu aussi, en raison de la précarité des moyens de communication. Il suffisait de donner au problème des solutions plus ou moins fragmentaires, capables d'extension dans un temps assez long, pour mener la tâche à peu près à bonne fin.

Aujourd'hui, il n'en va plus ainsi. Le temps est extrêmement mesuré, l'espace a considérablement diminué, par la rapidité des moyens de transport et de communication ; les échanges se sont multipliés et notre planète est devenue une assez petite chose, dont les parties sont solidaires et ressentent, toutes à la fois, ce qui se produit à la surface de l'une d'elles.

Enfin, beaucoup plus qu'autrefois, les grands courants d'idées ont sur le Monde une répercussion immédiate, générale et profonde. La cristallisation de ces grands courants a créé de formidables blocs qui s'affrontent, avec une violence sans cesse accrue et jusqu'à la disparition des plus faibles. Il s'agit d'une lutte à mort entre deux systèmes opposés : le centralisme et la dictature se heurtent au fédéralisme et à la liberté.

De ce choc formidable et fantastique sortira un Monde nouveau que nous pouvons seulement pressentir.

Le grand drame espagnol exprime aussi complètement que possible cette lutte gigantesque. De sa solution dépend, sans doute, l'avenir de ce Monde nouveau.

Nous avions d'ailleurs bien prévu qu'il en serait ainsi. Nous savions que la Révolution espagnole serait décisive pour le succès des principes que l'Association internationale des travailleurs défend.

Le moment est venu de les appliquer, d'en faire un exemple convaincant pour le Monde ; de déterminer la route que doit suivre l'humanité pour échapper à la barbarie fasciste et aux systèmes totalitaires.

C'est pour cela que, guettés par ces forces redoutables, nos camarades de la CNT-FAI doivent détruire-construire dans le minimum de temps.

Nous avons toujours dit, et nous le répétons avec plus de force que jamais, avec plus de conviction aussi, que la Révolution doit présenter un mieux-être immédiat. Sans quoi, c'en est fait d'elle. Ceci implique qu'il faut, en même temps, vaincre l'ennemi et édifier le nouveau régime.

C'est pour accomplir à la fois cette double tâche indissoluble que nos frères espagnols luttent avec tant de vigueur, les armes à la main, contre l'ennemi de l'intérieur, aidé par toutes les forces de même nature amenées de l'extérieur, et tentent de construire la nouvelle économie.

Il y a peu de temps encore, nous disions : il faut quitter l'outil pour prendre le fusil et abandonner le fusil pour reprendre l'outil, en temps utile. Nous étions dans l'erreur. Il est prouvé, aujourd'hui, qu'il faut prendre le fusil, sans abandonner l'outil ; qu'il faut manier l'outil et avoir le fusil en bandoulière.

C'est le seul moyen de détruire-construire, comme l'exigent les événements qui se déroulent en Espagne... et ceux qui se produiront plus tard.

En combattant avec la plus grande vigueur sur tous les fronts de la guerre civile déclenchée par les généraux rebelles, sur l'ordre des Etats fascistes et de leurs dictatures ; en donnant naissance à leur Conseil économique, pour accomplir sans aucun délai toutes les tâches dont dépendent la vie et le sort de l'Espagne révolutionnaire, nos camarades ont prouvé qu'ils avaient admirablement compris la nécessité de détruire-construire. Ils sont en voie de donner à la question posée par Moïse sa véritable solution.

Détruire ? Cela veut dire remplacer complètement les institutions anciennes et leur substituer des institutions nouvelles, entièrement nouvelles.

Détruire ? Cela veut dire conserver les conquêtes de la science et de la technique — qui sont le fruit du travail de toute humanité et non celles de quelques capitalistes — et leur imprimer une direction nouvelle : diamétralement opposée à l'ancienne.

Détruire ? Cela veut dire encore faire disparaître une économie individualiste et lui substituer une économie collective ; remplacer l'économie du profit par celle des besoins et assurer ceux-ci par voie de distribution.

Détruire ? Cela veut dire enfin remplacer les rapports actuels des hommes, basés sur la puissance, la domination, l'injustice et l'inégalité, par d'autre rapports reposant sur l'entraide, la justice, la solidarité et l'égalité.

Construire ? Cela signifie qu'on n'emploiera aucun des matériaux de l'ancien régime et qu'on édifiera la nouvelle société avec des matériaux entièrement neufs ; qu'on ne laissera rien subsister de la construction ancienne ; que le passé sera définitivement enterré et ne pourra jamais renaître.

Construire ? Cela veut dire qu'ayant prévu avant d'entreprendre et de réaliser, on est capable d'organiser la vie économique, administrative et sociale d'une collectivité par le jeu normal de toutes les forces associées qui ont charge d'assurer la pérennité d'un régime nouveau : la main-d'œuvre, la technique et la science, en donnant à chacune d'elles le maximum d'efficacité et de rendement.

Construire ? Cela signifie également : pousser aussi loin que possible les conquêtes immédiates de la révolution ; marcher sans arrêt autre que le repos nécessaire vers le progrès infini, en assurant la solidité des premières conquêtes ; parfaire chaque jour les rouages de la production, de la répartition, de l'échange, de la distribution et de la consommation, perfectionner sans cesse l'administration, pour donner à l'homme et aux groupements le maximum de bien-être et de liberté ; développer constamment la vie sociale, afin de satisfaire tous les besoins matériels et moraux des hommes.

Construire ? Cela signifie enfin : établir une société où l'homme, seule réalité vivante et permanente, cellule constitutive du Monde nouveau reconquiert sa place : la première. Cela veut dire encore : établir un système pour l'homme, qu'il impulsera, dirigera et fera mouvoir et qui ne pourra jamais l'écraser ; un système dont il sera le maître et non l'esclave, un système dont il vivra, au lieu d'être condamné par lui au sacrifice et à la mort. Un système qui lui assurera, sans contrainte, sans conditions, la liberté la plus grande dans le cadre d'une discipline librement consentie et d'une responsabilité totale, revendiquée et acceptée.

Nos amis d'Espagne savent tout cela. En se mettant à l'ouvrage sur ce terrain, en face de ce redoutable problème : détruire-construire, ils démontreront que le plan de l'anarcho-syndicalisme est capable, par sa réalisation dans leur pays, de servir d'exemple aux autres prolétariats du monde.

(1) Le Monde nouveau *: 25 F,* Les Syndicats ouvriers et la révolution sociale *: 39 F, à la librairie du Monde libertaire.*

expressions

NOTES DE LECTURE

« Nous sommes tous des toxicos » de Hal Armstrong

UN livre sur la drogue. Euh !... pardon ! Un livre sur les « drogués ». Et ce n'est pas « un livre de plus », non : simplement un ouvrage qui remet pas mal de choses à leur place. Démystifier, démythifier, long travail de patience, long travail de la naissance des hommes au monde, long travail de l'apprentissage du « savoir-vivre ».

Un livre sur les drogues, donc. La première caractéristique de ce bouquin est l'intelligence : la méthode autour de laquelle l'auteur a structuré son travail est la méthode sémantique ; lorsque l'on parle de « drogues », on désigne plusieurs choses à la fois. Et si l'on ne veut pas tomber dans le schématisme ou la démagogie, il faut traiter de chacune de ces choses.

Dans le cas présent, le mot « drogues » désigne déjà un ensemble de substances, de produits. Ensuite, il désigne l'usage qui en est fait. Toutes les connotations liées à l'usage de ce terme, ainsi que les législations qui régissent les substances désignées, tout du moins dans le monde occidental.

Le livre de Hal Armstrong est construit en deux parties distinctes : la première considère les drogues sous leur aspect psycho-socio-linguistique : pourquoi utilise-t-on des produits (naturels ou de synthèse) dans un but récréatif ? Quel est le discours tenu par les partisans de la répression et par les utilisateurs ? Pourquoi certaines substances sont-elles légales (café, thé, tabac, alcool, cacao, etc.) et d'autres pas ?

Dans le conflit consommateur-répression, l'auteur semble discerner une dimension symbolique pour le moins pertinente : les drogues légales en certaines contrées (alcool en Orient, opium en Chine, cannabis ailleurs...) sont interdites en d'autres. Les utilisateurs, en franchissant un interdit, ne font que signifier un refus du système social et des valeurs qui lui sont liées, pour en valoriser un autre : celui dans lequel ces drogues s'inscrivent en tant qu'élément de l'institution. (En revanche, lorsqu'ils font usage d'une drogue légale, ils signifient leur adhésion au système de gestion du pouvoir de l'endroit où ils se trouvent).

Mais la caractéristique principale liée à l'usage d'une drogue illégale est que celui qui s'en sert s'implique complètement, dans la mesure où il peut risquer la prison, la mort dans certains pays, et, d'une façon plus générale, où il est rejeté en marge de la société. Les pouvoirs sanctionnent l'acte symbolique de refus et de désapprobation d'un certain ordre de vie. C'est ainsi que l'on cesse de parler *des* drogues pour parler de *la* drogue, signifiant ainsi plus le franchissement d'un tabou qu'une substance elle-même.

Et pourtant, *des* drogues, il en existe ! Leur description fait l'objet de la deuxième partie du livre. Hal Armstrong établit une nouvelle classification, plus exactement il perfectionne des tableaux déjà existants, de façon claire et précise. Il montre les différences entre « expanseurs » et « dépresseurs » puis, par tranches successives, il précise les caractéristiques de chacune et les dangers éventuels, et surtout, il démonte les mythes.

Un seul reproche : les deux parties de cet ouvrage sont écrites en deux styles différents ; la première partie est la retranscription de discussions autour du sujet, et le style particulier que donne le langage parlé, s'il peut être agréable à certain point de vue, n'est par ailleurs pas toujours très facile à suivre. La seconde partie, plus scientifique, est écrite dans le langage approprié. Aussi, pour qui n'est pas habitué aux termes employés en chimie ou dans les sciences de la nature, la lecture demande des efforts et des retours en arrière qui peuvent décourager les néophytes.

Cela dit, il s'agit d'un livre très intéressant, non dépourvu de suspense et qui pourrait être qualifié par le terme de livre anti-« anti-drogue ». Que ce soit sous l'angle de son apport scientifique ou sous l'angle de la réflexion, *Nous sommes tous des toxicos* (1) est un ouvrage qui concerne tous ceux pour qui les problèmes liés aux drogues ne sont pas de ceux que l'on peut régler à coup de bulldozers ! Ces problèmes sont les révélateurs de quelque chose qui n'est pas une crise de société conjoncturelle, mais de ce pourquoi un individu, dans une situation et dans un moment donnés, peut ressentir le besoin de « dépresser » ou celui — inverse — de la fuite en avant.

De l'eau supplémentaire au moulin libertaire.

Serge Pieters

(1) Aux éditions Clancier-Guénau.

Radio-Libertaire à l'Olympia

DÉCIDÉMENT, il faut croire que Radio-Libertaire est un monstre pour tous les tenants du pouvoir. Après avoir été pourchassée par l'UDF sous le règne giscardien, interdite par le gouvernement PS-PC, c'est au tour de la municipalité de M. Nungesser (RPR) d'apporter sa pierre au mur de censure qui essaye vainement d'étouffer la voix sans maître.

Le 8 juin, accord téléphonique ferme est pris avec le pavillon Baltard à Nogent-sur-Marne pour organiser une soirée de soutien à Radio-Libertaire et au *Monde libertaire* avec notre ami Bernard Lavilliers et un orchestre brésilien. Le jour même, nous envoyons notre lettre de confirmation. Le 15 juin, n'ayant toujours pas reçu le contrat, nous nous déplaçons pour apprendre qu'il est impossible de nous louer la salle qui doit être repeinte précisément à cette période. En une semaine de temps, donc, la mairie a décidé et organisé la réfection de cette immense salle, alors que des spectacles y sont prévus. De qui se moque-t-on ? Pourquoi n'avoir pas été prévenus plus tôt alors que Baltard disposait de plusieurs de nos numéros de téléphone ? La lettre de refus n'a été postée que le 15 après-midi (cachet de la poste), soit après notre déplacement !

Mais on ne nous fait pas taire aussi facilement. Prison, procès, saisies, amendes, puis, depuis le 10 mai 81, brouillage et interdiction, ne nous empêchent pas de continuer sur 89,5 MHz. Nous avons décidé un rassemblement, et nous le tiendrons.

Nous pouvons d'ores et déjà vous en donner la date et le lieu : jeudi 30 juin, à 19 h, à... l'Olympia (Bernard est enthousiaste à l'idée d'y chanter pour les anarchistes).

A l'heure où nous lirez ces lignes, passez sans tarder à notre librairie, 145, rue Amelot, Paris-11e, pour acheter vos billets, la salle ne comportant que deux mille sièges. Si l'Olympia est nettement plus petite que l'espace que nous espérions, elle n'en demeure pas moins la salle la plus prestigieuse de Paris.

Cette soirée de soutien sera alors encore plus marquante que ce que nous avions prévu. Ajoutez à cela que le spectacle que nous mijote Bernard est une soirée de musique brésilienne de très très bonne qualité et qui ne peut que plaire à TOUS les publics, et vous comprendrez que ce rassemblement risque d'être un événement tant dans la vie sociale que dans la vie culturelle.

La clique politique, tous bords réunis, doit bien se mettre dans le crâne que Radio-Libertaire ne fermera pas sa gueule !

Fédération anarchiste

Réédition de « Ni vieux ni maîtres » de C. Guillon et Y. le Bonniec

IL y a trois ans, paraissait ce livre qui se présentait comme un guide à l'usage des 10/18 ans.

Dès les premières pages, les auteurs donnaient le ton : « des millions de jeunes, de 0 à 18 ans, mènent une vie d'objet. Ils appartiennent à leurs parents, à l'Etat. Ils obéissent aux profs, aux juges, aux médecins, aux flics. La loi, l'autorité adulte parle d'eux et pour eux. Pour fabriquer des adultes soumis, il faut, dès l'enfance, réprimer la vie, l'autonomie et l'amour qui agitent les petits d'hommes. »

Ni vieux ni maîtres se présentait comme un guide théorique et pratique pour ceux qui se rebellent contre cet état de fait, avec des conseils, des lois, des adresses, bref tout ce qu'il faut savoir quand on est adolescent et qu'on a des problèmes avec sa famille, le juge pour enfants, les flics, les psys... ou quand on veut fuguer, quand on se drogue, ou quand on veut faire l'amour.

Ce bouquin, qui faillit être interdit, devait correspondre à un certain besoin, puisqu'il fut *rapidement épuisé*.

Aujourd'hui, *Ni vieux ni maîtres* reparaît, en édition de poche, et pourquoi en reparler ? Eh bien parce qu'entre les deux éditions il s'est passé ce que d'aucuns ont appelé le « changement ».

On sait bien que quasiment rien n'a changé, si ce n'est que : « Ce sont les socialistes qui gèrent le nucléaire, la chasse aux fumeurs de hasch et aux insoumis, les fichages en tout genre », comme disent les auteurs. Ce sont aussi les socialistes qui reprennent à leur compte les contrôles d'identités qui visent d'abord les jeunes et singulièrement ceux dont la couleur de peau n'est pas dans les normes françaises.

C'est aussi avec les socialistes qu'il y a eu « l'affaire du Coral », et de toute façon, les rapports adultes/enfants ne changeront pas à coup de décrets.

Ce bouquin est à mettre entre toutes les mains, surtout quand on a moins de 18 ans.

Petite remarque sur la vie lycéenne : dans la première édition, on trouvait une liste de journaux lycéens assez importante, cette fois il n'y a pratiquement rien, signe des temps.

Jean-Pierre (groupe de Rouen)

« LE MUR » de Güney

GÜNEY n'a pas l'habitude de parler de la Turquie par cartes postales interposées. Le film qu'il nous donne aujourd'hui le confirme une fois de plus.

Derrière ce mur, Güney nous décrit la vie dans les prisons pour enfants en Turquie. Décor de cauchemar, scènes insoutenables, le film de Güney est un film choc, un film coup de poing, pour crier haut et fort l'horreur de la dictature militaire qui s'est abattue sur ce pays, à l'heure où tous les regards se tournent curieusement que vers la Pologne.

L'ambiance étouffante, les cris, les peurs, les fausses joies, les scènes de torture des mâtons sur les enfants, rien n'est épargné au spectateur pour définitivement lui glacer le sang à la vue de ce système dictatorial.

Güney disait que c'était à ses relations avec les enfants que l'on pouvait juger d'un régime, disons tout simplement que c'est à sa capacité à mettre en place de tels systèmes de répression, pour enfants comme pour adultes.

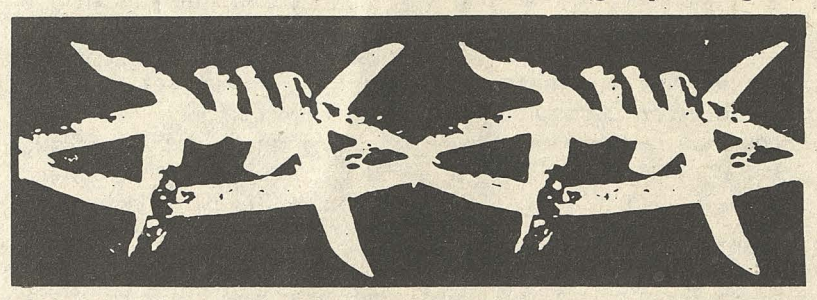
Rappelons aussi que ces militaires, que ces mâtons sadiques ne vivent pas qu'au Moyen-Orient, mais sommeillent sous tous les képis de la planète, sous quelque régime que ce soit.

Une occasion, des possibilités plus larges et toutes ces graines de fascistes se transforment irrémédiablement en acteurs bien huilés d'une atroce répression.

Le Mur, c'est l'individu face à cette énorme machine militaire et carcérale, c'est aussi la vie des gosses entre eux, pris dans cet univers qui les broye. C'est leur enfance qu'on étouffe, c'est cette obligation de se retrouver, de fait, déjà adulte pour mieux faire face. Et là encore, l'horreur, mise en avant par Güney, de cette vie d'adulte que l'on doit apprendre à 12 ans, les injures, les coups, la dignité, le meurtre...

Le Mur est un violent réquisitoire contre la dictature, il est aussi le choc de deux mondes : celui de l'innocence de l'enfance et celui de l'horreur de tous les casqués-bottés en kaki.

Patrick (groupe d'Angers)



Sur la rive des revues d'artistes

« LES AFFICHES MIROIRS D'ENCRE »

DANS sa nouvelle formule, cette revue se présente sous la forme d'une affiche imprimée seulement sur le recto.

Son animateur, Jean-Luc Moreau, y caligraphie un conte très court qui devient le sujet d'un jeu graphique d'où la recherche est loin d'être exclue. Je pense notamment à des travaux à partir de photocopie que l'on peut voir dans certains numéros de l'an dernier.

Dans l'esprit de son créateur, l'idée de revue-affiche devait être reprise par d'autres plasticiens et devenir un objet d'échange au sein d'un réseau d'artistes. La vente et l'abonnement à l'extérieur du cercle ne servant qu'à amortir les frais de fabrication. L'idée n'a pas fait école puisque la revue n'est toujours diffusée que par la vente, mais il faut espérer qu'elle finira par être reprise.

Le tirage de cette revue est limité et numéroté à cinq cents exemplaires, mais un supplément gratuit donnant des informations est largement diffusé.

Servin

Les Affiches miroirs d'encre, 94200 Ivry-sur-Seine ; et pour réparer un oubli : Doc(k)s, *c/o Média Sud, 7, rue Caumartin, Paris-9e.*

Sans frontières

LE JEUDI DE 22 h À 24 h SUR RADIO-LIBERTAIRE 89,5 MHz

« La poésie est subversive, mais les pouvoirs ne savent pas pourquoi. »

Chaque jeudi, *Sans frontières* fait un tour d'horizon poétique — aurore et crépuscule des cultures d'ailleurs.

Les émissions qui se sont succédées depuis janvier 1982, traitées à travers des regards « thématisés » répétés, affirmèrent que la connaissance de la poésie, de toute notion, implique une approche de la traduction, rendue frigide par la difficulté de rendre, de reproduire, ce qui est déjà l'imitation du réel-imaginaire. *Tout ce que vous imaginez existe réellement*.

La poésie est un langage dans un langage. Malheureusement, il n'existe pas de machine capable de transmettre les œuvres littéraires d'une langue à l'autre, à plus forte raison lorsqu'il s'agit de la poésie. Il reste que la poésie est un événement majeur de la mécanique de l'être, sorte de résistance au temps, afin d'accuser son passage, la trace *indélébile, indestructible, imputrescible* de l'existence, quelque chose qui refuse de vivre comme ça, l'hésitation à vivre, que le poète dépasse, pour tout faire basculer et submerger l'hésitation.

La poésie est intraduisible et ne peut être envisagée qu'à un autre niveau émotionnel et sensitif. C'est donc souvent au niveau culturel, sociologique, que la compréhension de la poésie dans sa traduction peut apparaître le mieux perçue — motif, sens de l'écriture, forme, objectif, similitudes, analogies, une ethnographologie doublée d'un désir de souder les univers poétiques entre eux.

La poésie est aussi musique lorsqu'elle s'inscrit dans le cadre de la résistance culturelle. La musique retrace des rites traduisant la volonté de ne pas s'imbriquer dans une culture anonyme, fabriquant l'espoir d'un retour aux sources, l'espoir universel auquel le poète ne peut être qu'attaché.

Plusieurs formules retenues permirent de traiter musiques et poésie — textes traduits et milieux culturels dont ils étaient issus, traitement de la musique et chants d'auteurs étrangers, en évoquant l'importance de la traduction (Luis Llach, Francisco Montaner, Paco Ibanêz) ou alors traitement d'un propos spécifique à un ou plusieurs auteurs (les Basques, avec Gorka Korn, Niko Etxart, les Cagins).

Le cœur même de l'émission reste le traitement des musiques et chants populaires. Ainsi nous avons pu relier le Mexique, l'Amérique du Sud à la Grèce, la Chine, le Portugal, la Hongrie, en insistant sur certaines spécificités, comme l'architecture centrale des œuvres populaires. L'identité de langue, de culture, de problématique, la grande interconnexion et la meilleure diffusion des textes vont engendrer une synchronisation poétique, chaque fois plus manifeste. Il y a de la poésie dans tous les êtres capables d'affections vives et profondes. L'art ne fait que des vers, le cœur seul est poète.

L'écriture mécanique de *Sans frontières* est cette boule marquée d'alphabets en forme de mappemonde qui marque, à chaque touche enfoncée, le désir de créer des relations entre les cultures.

L'équipe de « Sans frontières »

Prochains invités de Radio-Libertaire

• Mercredi 22 juin : « Cérémonie 1984 » (22-24 h) : reçoit VISA, association pour la diffusion des faits culturels. Edite le magazine : *Passeport pour l'exportation*.

• Jeudi 23 juin : « Bisous Bisous » (14-16 h) : Yves Frémion et Gudule.

« Si vis pacem » (18 h 30-19 h) : avec l'Union pacifiste de France.

• Vendredi 24 juin : « Mal à droit » (9 h 30-10 h 30) : le droit en justice pour les associations et les syndicats.

« La bourse et la vie » (10 h 30-12 h) : le collectif TRAM (groupe de psychiatrisés et anciens psychiatrisés).

« L'invité quotidien » (20-22 h) : M. Tubiana, de la Ligue des droits de l'homme, parlera des DOM-TOM.

• Samedi 25 juin : « Croissant show » : histoire des vacances.

« Prisons » (19-21 h) : Serge Bianchi : l'enseignement en prison.

• Dimanche 26 juin : « Trisomie 21 » (20-24 h) : spécial « Velvet underground ».

• Jeudi 27 juin : « Grand angle » (22-24 h) : le cinéma des frères Prévert, par Paul Grimault et Pierre Prévert.

PLUSIEURS ÉMISSIONS EN DIRECT DE « PLAGES »

- **Mercredi 22 juin : de 9 h à 14 h ;**
- **Jeudi 23 juin : de 16 h à 18 h ;**
- **Lundi 27 juin : de 12 h à 18 h ;**
- **Mercredi 28 juin : de 9 h à 14 h.**

Expression des travailleurs... ou autogestion de l'exploitation ?

PARMI les quatre lois et dix-sept ordonnances relevant du Droit du travail promulguées en 1982, la loi Auroux sur « l'expression des travailleurs dans l'entreprise » ne peut laisser indifférents tous ceux qui, anarchistes et syndicalistes, revendiquent la lutte contre les tentatives de l'Etat, soit-il de gauche, à créer l'union entre les classes : derrière les formules alléchantes, tels les « conseils d'ateliers », c'est bien l'autogestion de l'exploitation qui se profile avec, en corollaire, l'amenuisement de la conscience de classe et de la notion de lutte collective.

Rappelons les principaux axes de cette loi du 4 août 1982. Outre une première partie précisant le contenu légal des règlements intérieurs, la loi institue un « droit à l'expression des salariés » dans leurs unités de travail (ateliers, bureaux...) destiné à débattre sur le « contenu et l'organisation de leur travail » et la « mise en œuvre d'actions destinées à améliorer les conditions de travail dans l'entreprise ». Elle impose, dans les entreprises de plus de 200 salariés, la signature d'un accord entre direction et syndicats précisant les modalités d'application, et une simple consultation des syndicats dans l'entreprise de moins de 200 salariés.

En clair, après consultation et accord des syndicats, des groupes de 15 à 20 salariés sont appelés à se réunir afin de déceler les éventuelles améliorations à apporter à leur poste. Mais tout groupe constitué implique une dynamique interne ; or, le propre d'une loi étant d'instituer un cadre légal sans que celui-ci ne corresponde à une quelconque dynamique de la base, se pose le problème de l'animation des groupes d'expression. Les chiffres fournis par le ministère du Travail nous éclairent : fin avril, sur 1 036 accords conclus, signés à 57% par la CGT, 50% par la CGC, 45% pour la CFDT et 37% pour FO, trois accords sur quatre spécifient que les groupes d'expression seront animés par des cadres et agents de maîtrise. Les cadres s'étant désolés de se sentir les exclus de la loi Auroux, les accords internes aux entreprises leur auront permis de recouvrer leur dignité hiérarchique... ce dont le patronat se réjouit pour des raisons bien compréhensibles !

Souhaits du patronat... Participation des salariés

Ces groupes d'expression ne sont pas sans évoquer les « cercles de qualité » et autres « groupes de progrès » dont les applications massives aux Etats-Unis et surtout au Japon avaient attisé l'intérêt du CNPF qui en discutait admirativement au cours de ses assises ces dernières années. Ainsi, dans les entreprises françaises qui les appliquent, ces méthodes de participation seront souvent, en vertu des accords signés, intégrées aux « groupes d'expression » parachutés par la loi Auroux. Dans sa logique de gestion du capitalisme, la gauche a anticipé les désirs du patronat en instituant un cadre légal à des pratiques qui n'ont d'autre objectif qu'associer le salarié à la gestion de sa propre exploitation par la recherche individualisée des meilleurs moyens d'accroître les gains de productivité. Sous le couvert de phrases ronflantes du type « les salariés doivent devenir les acteurs du changement dans l'entreprise » (J. Auroux), c'est bien au profit des détenteurs des moyens de production que s'effectue ce simulacre de démocratie directe que certains voudraient faire passer comme une avancée vers l'autogestion.

Les syndicats dans le bain

Si le patronat a, en quelque sorte, devancé les syndicats (directives du CNPF, édition de brochures explicatives, prise en main des discussions d'accord...), les positions des grandes confédérations sont divergentes : la CFDT, fidèle à sa ligne néo-cléricale de concertation entre les classes et qui a directement inspiré la teneur de cette loi, s'avère satisfaite de cette contribution à « gagner la bataille économique » (E. Maire) ; la CGT, soucieuse de ne pas gêner le gouvernement, rabâche inlassablement sa conviction dans « les avancées sociales » ; la CGC s'agite afin de garantir un rôle accru à l'encadrement ; isolée, FO a clairement pris position contre « ce prétendu droit... qui portera davantage sur l'amélioration de la productivité que des conditions de travail » et constate qu'il ne peut que conduire les salariés « à se détourner de l'action collective du syndicat ». Et à la base ? De nombreuses sections d'entreprises semblent traîner les pieds : la loi prévoyait la signature des accords dans les six mois qui suivaient sa promulgation, alors que des milliers d'accords sont toujours en cours de négociation. Réflexe de méfiance des syndicalistes de base qui perçoivent le danger d'intégration des salariés, l'édulcoration de la conscience de classe et la désaffection pour la lutte collective ?

Ce serait le moins qu'on puisse espérer car, si l'amélioration de la productivité est la grande gagnante dans l'application de cette loi, c'est au contraire le syndicalisme de lutte de classes qui risque, s'il ne se ressaisit pas, d'en être le grand perdant. Nul besoin d'être visionnaire pour imaginer l'utilisation patronale, à court terme, de ce qui est une véritable structure de concertation parallèle. L'individualisation des problèmes sur le lieu de travail, la renaissance de l'esprit corporatiste, de division des intérêts de classe sont autant de thèmes qui marchent dans un sens : celui des intérêts du patronat.

Bernard Rousselot

LA GRÈVE DES DERNIERS MINEURS DE LA LOIRE

LES 150 derniers mineurs du bassin de la Loire, ceux du puits Pigeot, à La Ricamarie, sont en grève et occupent le fond. Ils veulent que la direction des Houillères revienne sur sa décision d'arrêter l'exploitation à partir du 1er juillet.

Le drapeau rouge flotte sur cette cathédrale d'acier et de béton, haute de soixante sept mètres, qui domine la vallée de l'Oudaine. Sans vouloir attacher trop d'importance aux symboles, il faut bien dire que ce rouge est, ici, dépourvu de toute ambiguïté : c'est bien celui du sang versé dans la guerre de classes. A quelques centaines de mètres de là, en 1869, la troupe de Napoléon III ouvrit le feu sur les mineurs, tuant quatorze personnes dont un enfant de seize mois. Deux ans plus tard, ces mineurs participaient à la Commune stéphanoise. En 1948, c'étaient les gardes mobiles de Jules Moch qui tiraient, assassinant deux mineurs de Firminy.

C'est encore ici qu'en 1876 les travailleurs du sous-sol constituèrent un des premiers syndicats du pays et, en 1883, leur Fédération nationale. La lutte de classes — qui n'est pas une théorie mais une réalité — a profondément marqué l'histoire de cette vallée qui s'étire entre la ville de Saint-Etienne et les bords de la Loire.

M. Jean Auroux de la Palice...

Aujourd'hui, les 150 mineurs de la Loire sont unis dans la lutte, sans distinction d'appartenance syndicale. A tort ou à raison, ils estiment qu'il existe suffisamment de charbon pour prolonger l'exploitation de cinq ou six ans (deux millions de tonnes). Selon la direction des Houillères, il en resterait beaucoup moins et, surtout, l'extraction en serait de plus en plus difficile. Le rendement par mineur et par jour est tombé de 4 927 kilogrammes en 1981 à 4 050 kilogrammes en 1982. Il faut savoir que ce rendement était de 1 255 kilogrammes en 1944, ce qui démontre le chemin parcouru en matière de productivité. Mais, pour l'Etat-patron, c'est insuffisant.

A Pigeot, la vérité — une bonne grosse lapalissade — n'est pas sortie du puits, mais de la bouche du secrétaire d'Etat à l'énergie, Auroux, visitant les lieux. « Je ne connais pas, a-t-il déclaré, de mine qui ne doive avoir une fin. » Bien sûr, mais monsieur le ministre voulait surtout préparer le terrain et marquer la volonté du gouvernement de gauche de continuer la politique de ses prédécesseurs en la matière, c'est-à-dire la fermeture progressive des exploitations qualifiées de « non rentables ». Et c'est le PDG communiste des Charbonnages de France, Valbon, qui est chargé de l'appliquer. Ce qui n'empêche pas le PC de mobiliser ses élus et ses militants pour soutenir les mineurs et faire campagne pour la relance de la production du « charbon national ». Ce thème a été repris, bien entendu, par le congrès de la Fédération nationale des travailleurs du sous-sol CGT qui vient de se dérouler à Saint-Etienne.

Cette relance serait-elle possible ?

Avant la dernière guerre mondiale, les réserves prouvées en France étaient évaluées à six milliards de tonnes et les réserves probables à 17 milliards de tonnes, soit... plusieurs siècles d'exploitation, théoriquement (d'après des statistiques anglaises citées par Jean Chardonnet dans son livre : *Le Charbon* publié en 1949 chez Arthaud). Pour le bassin de la Loire, où l'extraction avait commencé au XIVe siècle, les réserves étaient évaluées, après la guerre, par certains ouvrages, à 150 millions de tonnes, chiffre minimum qui pouvait, paraît-il, être doublé, ce qui permettait de poursuivre l'exploitation au moins jusqu'en l'an 2 000. Or, le déclin de la production charbonnière française a commencé avec la Ve République. De 58 millions de tonnes il y a une vingtaine d'années, elle est descendue à vingt millions. Dans la Loire, on a vu, entre autres exemples, le puits Verpilleux, très moderne — des milliards y avaient été investis — fermé après seulement quelques années de fonctionnement. Les intérêts des « pétroliers » qui pesaient lourd dans la république gaullienne ne furent certainement pas étrangers à cette précipitation.

En fermant des mines pour des motifs de rentabilité immédiate, les ministres et les technocrates ont pris des décisions absolument irréversibles : il n'est pas possible d'en recommencer l'exploitation même s'il reste assez de charbon dans les parages. Pour les puits qui subsistent, il est évident qu'il faudra aller toujours plus loin et plus profond. Des techniques de gazéifications des couches les moins accessibles pourraient être mises en œuvre, mais cette production, qui n'en est encore qu'au stade expérimental, demeurera-t-elle sans doute très limitée. En définitive, la « relance du charbon » risque bien de n'être jamais qu'un argument de propagande.

Le dernier des métiers...

Les mineurs du puits de Pigeot savent bien que, dans le meilleur des cas, ils n'obtiendront qu'un bref sursis. Ensuite, une page de l'histoire ouvrière de la Loire sera définitivement tournée, dans ce bassin où il y a trois décennies vingt mille « gueules noires » sortaient, par 71 puits, cinq millions de tonnes de charbon chaque année.

Il est sans doute étonnant de voir ces hommes s'accrocher ainsi, avec rage, à la mine, à « leur mine ». Ils le proclament : « C'est le dernier des métiers, le plus dur, le plus dangereux. Nous sommes mal payés. L'Etat-patron nous exploite, nous écrase !... »

Le charbon a incrusté dans leur épiderme des tatouages bleus et leur corps est couturé. En montrant leurs cicatrices, certains énumèrent les taux d'IPP (Incapacité permanente partielle) qu'elles représentent...

Et pourtant ce qui leur fait peur c'est de ne plus pouvoir « descendre dans le trou ». Après avoir passé dix ou vingt ans au fond, la reconversion dans un atelier, devant un établi ou une machine, n'est jamais une entreprise aisée. De plus, les mutations « proposées » par le plan « social » des Houillères s'accompagnent, bien entendu, d'une perte de salaire mensuel de mille francs en moyenne. Quant aux compagnons Nord-Africains, la direction les « invite » vivement à retourner au pays avec une prime de départ.

Avec la gauche, comme avec la droite, pour les travailleurs c'est toujours le temps du mépris.

Groupe Nestor Makhno (Saint-Etienne)